

Initiative FARM

Task Force Interministérielle France

Groupe de travail Académique

Document de réflexion

21 juin 2022

Ce Groupe de travail académique a été mis en place le 8 avril 2022 à la demande de la Cellule Diplomatique de l'Élysée et de la Task Force Interministérielle France afin d'accompagner le développement de l'initiative FARM (Food and Agriculture Resilience Mission) portée par la France suite au déclenchement de la guerre en Ukraine.

Coordonné par **Sébastien Abis** (Directeur du Club DEMETER et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques - IRIS), ce Groupe académique est composé d'**Elisabeth Claverie de Saint Martin**, Présidente directrice générale du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement - CIRAD), **Philippe Mauguin** (Président directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement – INRAE), **Catherine Migault**, Directrice générale de la Fondation pour l'agriculture et les ruralités dans le monde - FARM), **Arnaud Petit** (Directeur général du Conseil international des céréales - CIC), **Thierry Pouch**, Économiste, responsable du service études de l'Assemblée des Chambres d'Agriculture, chercheur associé au laboratoire Regards de l'Université de Reims), **Arthur Portier** (Agriculteur et consultant-analyste sur les marchés agricoles chez Agritel), **Sarah Toumi** (Programme management officer - Great Green Wall Accelerator) et **Valérie Verdier**, Présidente directrice générale de l'Institut de recherche pour le développement – IRD).

Ces personnes ont été mobilisées intuitu personae. Par conséquent, le contenu de ce document n'engage en rien leurs organismes d'appartenance.

*

Le document ici proposé vise à mettre en perspective temporelle et géostratégique l'initiative FARM lancée par le Président de la République, Emmanuel Macron, le 24 mars 2022.

L'objectif de cette contribution est triple :

1. Rappeler la complexification des dynamiques agricoles et alimentaires depuis le début du siècle et l'intensification stratégique des jeux acteurs sur ces enjeux non sans développer des stratégies différenciées.
2. Insister sur les effets en cascade de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire dans le monde, notamment sur le continent africain.
3. Partager une série de réflexions prospectives afin de projeter l'initiative FARM à court comme à plus long terme, tout en soulignant les défis qui attendent l'UE et la France.

Un résumé exécutif est proposé avant un état des lieux prospectifs plus détaillé. Celui-ci est complété par des annexes portant sur des dimensions pour lesquelles le Groupe de travail académique souhaite attirer une attention spécifique.

Ce Rapport a été rendu le 9 mai 2022. Une mise à jour partielle a été effectuée par la suite afin de tenir compte de certaines évolutions relatives aux dynamiques du conflit en Ukraine et aux perspectives de récolte dans ce pays.

SOMMAIRE

Résumé exécutif

État des lieux prospectif

1. Le 21^{ème} siècle au défi de la sécurité alimentaire
 - *Nourrir plus de monde dans un régime de contraintes*
 - *Des insécurités alimentaires à la hausse*
2. L'intensification des jeux géopolitiques en matière agricole et alimentaire
 - *L'accélération des besoins et des ambitions*
 - *Le baromètre de la mer Noire*
3. La guerre en Ukraine et ses effets cascade
 - *Impacts immédiats du conflit*
 - *Impacts à moyen-terme*
4. Perspectives stratégiques
 - *Le rôle de l'Europe et de la France*
 - *L'aide humanitaire*
 - *Les stocks agricoles et céréaliers*
 - *L'articulation entre les usages alimentaires et l'énergie*
 - *Le développement de la sécurité alimentaire en Méditerranée et en Afrique*

Annexes

1. Dynamiques mondiales des marchés en blé
2. Estimations des productions agricoles pour 2022 en Ukraine
3. Tensions sur les engrais en Europe et en France
4. Rôle du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale et recommandations de son interface science politique (HLPE) au sujet des implications de la guerre en Ukraine
5. S'appuyer sur les opérations et visions de l'accélérateur de la Grande Muraille Verte (GMV)

RESUME EXECUTIF

- **L'invasion militaire russe en Ukraine induit de nombreuses conséquences au niveau mondial, parmi lesquelles des risques accrus d'insécurité alimentaire. Cette dynamique s'inscrit en effet dans un contexte de tensions déjà significatives, notamment en raison de la pandémie de Covid.** Ces crises amplifient un changement de cycle géostratégique qui se profilait à l'horizon depuis quelques années. Leurs conséquences politiques, économiques et humaines s'annoncent profondes. L'agriculture, secteur stratégique où les jeux d'acteurs s'intensifient et se recomposent, doit être reconsidérée à la hauteur des enjeux contemporains.
- **Comme la Russie, l'Ukraine est une superpuissance agricole**, exportant des volumes de céréales et d'oléagineux en forte croissance depuis plus d'une décennie. L'impact de la guerre déclenchée le 24 février est multidimensionnel.
 - **Pour l'Ukraine, trois grandes problématiques** : (i) les **dramas humanitaires** sur la population, y compris en termes d'insécurité alimentaire ; (ii) le **blocage de ses exportations par la voie maritime** de la mer Noire, qui représente pourtant l'écrasante majorité de ses flux commerciaux ; (iii) **l'incertitude sur ses capacités de production** agricole en 2022 et peut-être au-delà.
 - **Des effets, différenciés selon les pays, se produisent en cascade** : inflation du prix des matières premières agricoles et des aliments, ruptures d'approvisionnement avec le trou capacitaire ukrainien, augmentation des coûts de production avec l'emballement du prix de l'énergie et des engrais, sans oublier des recompositions en cours ou à venir sur le plan géoéconomique, financier et logistique.
 - **750 millions d'habitants vivent dans des pays qui réalisent entre 50 et 100% de leurs achats de blé auprès de la Russie et de l'Ukraine.** Quatorze pays africains sont particulièrement vulnérables, alors que leur niveau d'endettement est déjà parmi les plus élevés du continent et que les productions locales sont pénalisées par la flambée du coût des engrais importés. Si la guerre s'enlise en Ukraine, la situation pourrait devenir intenable entre difficulté d'approvisionnement et envol des prix des biens alimentaires et énergétiques.
- **La guerre en Ukraine et la crise pandémique constituent deux chocs majeurs pour la sécurité alimentaire mondiale, qui posent des défis en matière de régulation et de gouvernance tout en appelant des déclinaisons fortes à trouver en termes de construction de la résilience et de la durabilité.** Il convient en effet d'appréhender ce nouveau cycle géopolitique tout en accentuant parallèlement les transitions permettant d'atteindre une durabilité forte, à la fois sur le plan productif, mais aussi sur le terrain social et le front environnemental.
- La montée de l'insécurité alimentaire dans le monde, accentuée avec ce conflit en Ukraine, du fait des positionnements des deux belligérants dans les productions et les exportations de produits agricoles et alimentaires, suggère de **réfléchir à une diplomatie adaptée à ces défis alimentaires.** Schématiquement, cela conduit à devoir prendre en compte des **interactions entre les différents secteurs** (agriculture, alimentation, énergie) et à veiller à **coordonner les actions à différentes échelles de temps** (court, moyen et long termes) **et d'espace** (local, national, régionale).

- Découlant de ces exigences, trois mots clefs peuvent guider l'action politique et diplomatique, non sans faire écho d'ailleurs au tryptique de l'initiative FARM (solidarité, commerce, production) : **aider, réguler et autonomiser**. Dans ce contexte, cinq grands axes sont retenus pour cristalliser les enjeux de prospective stratégique :

1) *Le rôle de l'Europe et de la France.*

Les risques agricoles directs de la guerre pour l'Europe concernent principalement les importations d'huile de tournesol et de maïs d'origine ukrainienne et celles d'engrais N et K. Pour la situation alimentaire mondiale, l'enjeu des politiques européennes concerne le renforcement de la capacité d'exportation de blé. Ce renforcement peut mobiliser des options de production (sujet des jachères, recherche et innovation sur le blé) et des options de maîtrise de la demande interne (avantages et désavantages des biocarburants, devenir des élevages). L'attention sur la sécurité alimentaire mondiale ne doit pas occulter les menaces graves qui pèsent sur l'environnement, le climat et la biodiversité et la contribution des systèmes de production et de transformation alimentaires à la dégradation des ressources naturelles, elles-mêmes indispensables à la production. L'agriculture européenne doit donc conjuguer la question capacitaire avec le défi environnemental.

2) *L'aide humanitaire d'urgence.*

Pour l'Ukraine, il s'agit de limiter l'insécurité alimentaire, de reconstruire les capacités de production et les infrastructures logistiques, de trouver des routes alternatives pour permettre aux productions ukrainiennes d'être exportées par voie terrestre si l'accès à la mer Noire reste bloqué. Renforcer le soutien au Programme alimentaire mondial (PAM), en augmentant son financement et en l'exemptant de taxes/droits de douane en ciblant les pays les plus vulnérables sur le plan alimentaire et socio-économique (notamment Méditerranée et Afrique sub-saharienne). Renforcer la coordination des différents acteurs (États, IFIs, OIs, ONG, secteur privé) afin de maximiser l'impact des aides humanitaires et alimentaires.

3) *Les stocks agricoles et céréaliers.*

Renforcer la coordination entre États permettrait d'éviter les restrictions à l'exportation qui conduisent à des prix alimentaires internationaux plus élevés et plus volatiles. A l'exception de la Chine (et sur le continent européen de la Suisse), les stocks publics sont partout très bas. Améliorer la déclaration des stocks, y compris privés, est indispensable pour limiter la volatilité des prix. Renforcer ces stocks dans une période de prix bas serait souhaitable, en coordonnant des réserves régionales, des stocks nationaux et des stocks de proximité. Le travail multilatéral pour limiter la volatilité des prix agricoles nécessiterait de renforcer les obligations de rapportage des stocks, le financement et la coordination d'AMIS et de GEOGLAM. Il faut aussi mobiliser la recherche internationale sur des systèmes d'information couplant ces dimensions et leurs implications pour la nutrition et les systèmes alimentaires.

4) *Le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire en Méditerranée et en Afrique.*

La dépendance de la région sud-méditerranéenne et de certains pays d'Afrique aux importations agricoles devrait vraisemblablement continuer à croître sous les effets conjugués de l'expansion démographique, des évolutions des régimes alimentaires, des effets du changement climatique, de la tension hydrique et foncière et d'instabilités sociopolitiques probablement appelés à perdurer. Les politiques de développement endogène doivent plus que jamais cibler les questions de pauvreté rurale et urbaine, questionner les implications nutritionnelles et agricoles des programmes de subvention alimentaire et favoriser la transition agroécologique. Les programmes sur les protéines végétales et sur la Grande Muraille Verte vont dans ce sens.

5) *L'articulation entre les usages alimentaires et l'énergie.*

Cette articulation est aujourd'hui questionnée dans un contexte de sortie de la dépendance énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie et d'aggravation de l'insécurité alimentaire. Des études à l'échelle de la France et de l'Europe seraient nécessaires pour évaluer les options possibles et modifier le cas échéant l'usage de grains dans les biocarburants. Les implications d'éventuelles évolutions des décisions politiques au niveau européen et mondial doivent être mieux comprises en réaffirmant la primauté de la vocation alimentaire et sa complémentarité avec la vocation énergétique.

- **L'audience de l'initiative FARM ne saurait pourtant répondre à ces enjeux fondamentaux pour la sécurité du monde que si l'UE affiche une réelle unité**, et s'affranchisse des incohérences qui ont souvent accompagné les décisions des 27 États membres. **L'UE doit défendre à la fois ses valeurs et ses intérêts sur le dossier ukrainien.** Le contexte général est marqué par de très vives frictions en matière de coopération multilatérale et de **contestation des règles de gouvernance** définies sous un prisme occidental que d'aucuns considèrent comme révolues. Toutefois un cycle de 3 conférences internationales (sommet onusien sur les systèmes alimentaire durable en 2021 / Cop26 et OMC) vient de s'achever, qui proposent toutes dans leurs déclarations des solutions pragmatiques et qui affichent un équilibre entre la nécessité de produire, l'importance de moyens économiques pour les agriculteurs comme pour les consommateurs, et la combinaison à entretenir entre impératifs climatiques et besoins de sécurité alimentaire. Les crises actuelles s'inscrivent dans la montée et la convergence de risques systémiques qui ne peuvent plus être gérés de manière distincte les uns des autres. A ce titre, sachons **parier que le multilatéralisme saura s'adapter aux crises afin d'éviter que celles-ci ne détricotent les relations internationales.**
- **L'initiative FARM doit ainsi éviter de dédoubler ou d'obérer le développement d'autres initiatives déjà lancées par la France autour des problématiques agricoles et alimentaires.** Elle doit aussi composer avec de nombreuses démarches et stratégies lancées soit par des organisations internationales et régionales, soit par d'autres pays. Il serait ainsi opportun de voir dans quelle mesure l'initiative FARM, portée par la France et avec le soutien de l'UE et de ses États membres, pourrait : (i) cultiver le multilatéralisme et le dialogue international ; (ii) positionner l'attention politique et diplomatique sur les enjeux de court comme de moyen-long terme ; (iii) associer aux réflexions et aux mécanismes opérationnels les centres de recherche, les fondations, les ONG et les entreprises du secteur privé.
- **Au-delà de la guerre en Ukraine, la France et l'Europe doivent positionner le développement agricole et la sécurité alimentaire durable en haut de leur agenda stratégique.** Il convient d'affirmer cette ambition avec pragmatisme et humilité, mais aussi avec constance et cohérence, tant au niveau des politiques à déployer entre États membres que des relations extérieures à mener. Cela vaut sur le plan de la **diplomatie à conduire**, de la **coopération humanitaire, scientifique et technique à proposer**, du **commerce à cultiver**, du **secteur privé à engager** et de la **transition climatique à accélérer**. L'agroécologie offre des solutions dans cette perspective. Elle doit être défendue tout en intégrant le retour du géopolitique car des menaces planent en termes de production agricole et d'accessibilité alimentaire dans le monde comme en Europe.

ETATS DES LIEUX PROSPECTIF

Le document ici proposé vise à mettre en perspective temporelle et géostratégique l'initiative FARM lancée par le Président de la République, Emmanuel Macron, le 24 mars 2022.

L'objectif de cette contribution est triple :

1. Rappeler la complexification des dynamiques agricoles et alimentaires depuis le début du siècle et l'intensification stratégique des jeux acteurs sur ces enjeux non sans développer des stratégies différenciées.
2. Insister sur les effets en cascade de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire dans le monde, notamment sur le continent africain.
3. Partager une série de réflexions prospectives afin de projeter l'initiative FARM à court comme à plus long terme, tout en soulignant les défis qui attendent l'UE et la France.

Le document est complété par des annexes portant sur des dimensions pour lesquelles le Groupe de travail académique souhaite attirer une attention spécifique.

I. Le 21^e siècle au défi de la sécurité alimentaire

1. Nourrir plus de monde dans un régime de contraintes

Depuis toujours, l'alimentation constitue une condition essentielle de la vie des populations et de la stabilité de la planète. Se nourrir est un acte vital. Atemporelle, la question alimentaire revêt également une dimension géopolitique universelle. Elle repose sur la plus vieille des activités sédentaires humaines : l'agriculture, qui, traversant les siècles, transcende toutes les disciplines ou presque.

De 1970 à 2020, la planète est passée de 4 à 8 milliards d'habitants, soit un doublement en moins d'un demi-siècle. Depuis le début du 21^{ème} siècle, le monde a gagné 2 milliards d'habitants, soit autant de consommateurs potentiels. Le seuil des 10 milliards d'habitants devrait être atteint autour de 2050. À cette date, l'Asie comptera la moitié de la population mondiale et l'Afrique un quart. Les projections de ce dernier continent illustrent cette explosion démographique : environ 200 millions de personnes en 1950, 1,3 milliard actuellement, 2,5 milliards en 2050. 40 % des Africains ont actuellement moins de 15 ans. Au 21^{ème} siècle, près d'une naissance sur deux aura lieu en Afrique. Alors que la grande pauvreté a chuté de 36 à 10 % de la population mondiale de 1990 à 2020, la classe moyenne mondiale s'est accrue, au point de devenir le segment sociodémographique dominant à la fin de la décennie 2010. Globalement, l'émergence de cette classe moyenne mondiale s'est caractérisée par une consommation alimentaire en hausse et par une exigence de meilleure qualité des produits. L'urbanisation du monde, qui transforme les régimes alimentaires, s'accompagne aussi d'une complexification accrue des chaînes d'approvisionnement et de la logistique permettant les flux de marchandises et la sûreté des produits commercialisés.

Le développement agricole et la sécurité alimentaire reposent par ailleurs sur des déterminants géographiques et géopolitiques. L'équation alimentaire doit être résolue dans un contexte agricole sous tensions : les ressources naturelles essentielles (eau, sols) sont très inégalement réparties sur le globe, le changement climatique s'intensifie, la paix n'est pas le

quotidien de tous. On ne produit pas de tout partout et souvent trop peu dans des pays où la croissance démographique butte sur des fragilités hydriques, foncières, climatiques ou politiques. Le rapprochement de l'offre et de la demande s'avère crucial, avec des performances logistiques sur Terre et sur Mer de plus en plus complexes à réaliser. 80 % de l'augmentation de la production agricole mondiale au cours des 50 dernières années est venue de la hausse des rendements. L'extension des surfaces agricoles sur de grands espaces peut s'envisager à l'avenir en Amazonie (mais cela présente évidemment un problème environnemental), et en Sibérie (territoire russe gagnant du réchauffement climatique).

Il convient de rappeler que le secteur agricole et agro-alimentaire est l'origine de près de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, d'une grande part de la perte de biodiversité, de la dégradation des sols et des ressources en eau. Cependant, les changements climatiques en cours ou à venir font aussi peser de nombreux risques sur l'agriculture : baisses de rendements ou grandes variations interannuelles, propagations de maladies végétales ou animales, récurrence et extension des périodes de catastrophes naturelles (sécheresses, inondations), hausse du niveau de la mer et menaces sur la fertilité des deltas, etc. Toutes les cultures sont concernées et aucune région, ni aucun pays, n'est à l'abri d'accidents météorologiques plus fréquents. La géographie des productions agricoles, déjà fortement polarisée, pourrait évoluer au cours de ce siècle, avec des chocs productifs à prévoir et des risques d'approvisionnement alimentaire localisés ou plus globaux. Coopérer à l'échelle internationale et entre toutes les parties prenantes, pour réduire les incertitudes et gérer des situations territoriales et/ou annuelles disparates, sera essentiel afin de fournir une alimentation à 10 milliards d'habitants. Il faut néanmoins souligner que les changements climatiques pourraient aussi provoquer des aubaines de cultures nouvelles dans certains pays (soja aux Etats-Unis) ou de récoltes accrues (céréales en Russie¹, notamment dans la partie Sibérie).

Le système alimentaire mondial actuel est basé sur des progrès techniques considérables en matière de productivité agricole. Il implique néanmoins l'usage d'intrants (pétrole, engrais, chimie), mobilise une forte mécanisation et consomme des ressources naturelles. Les écarts de production entre les régions sont conséquents, à plus forte raison que la majorité des consommateurs ont eu tendance à vouloir consommer de tout à toutes les saisons. Outre les variables géographiques et géopolitiques, ce sont aussi ces comportements sociaux qui ont engendré une croissance du commerce international. 10% de tous les produits échangés sur la planète sont des produits agricoles et alimentaires. Entre 2000 et 2020, la valeur de ce commerce est passé de 550 à 1800 millions de dollars. En tonnage, sur ces deux décennies, le volume commercé a plus que doublé, de 800 millions de tonnes à plus de 2000 Mt désormais. Les fruits, les viandes, les céréales, les boissons et les huiles/oléagineux sont les cinq catégories de produits les plus échangés dans le monde actuellement.

Si les progrès du secteur agricole se sont accompagnés de la baisse de la sous-alimentation, ils ont aussi suscité une transformation de l'alimentation vers des régimes riches en produits animaux et en graisse. Dans le monde, le nombre de personnes touchées par des maladies liées à une alimentation trop riche et déséquilibrée tourne autour de 2 milliards. Elles sont donc beaucoup plus nombreuses que le nombre de personnes touchées par la sous-alimentation.

¹ En Russie, la rareté des gelées tardives (Mars) permet aux producteurs d'emblaver davantage de blé d'hiver. Le rendement en blé d'hiver étant supérieur, cela se ressent dans la production de blé qui croît significativement. Néanmoins, si un nouvel épisode de gel devait s'abattre dans les prochaines années, il concernerait désormais une grande partie des surfaces...

2. Des insécurité alimentaires à la hausse

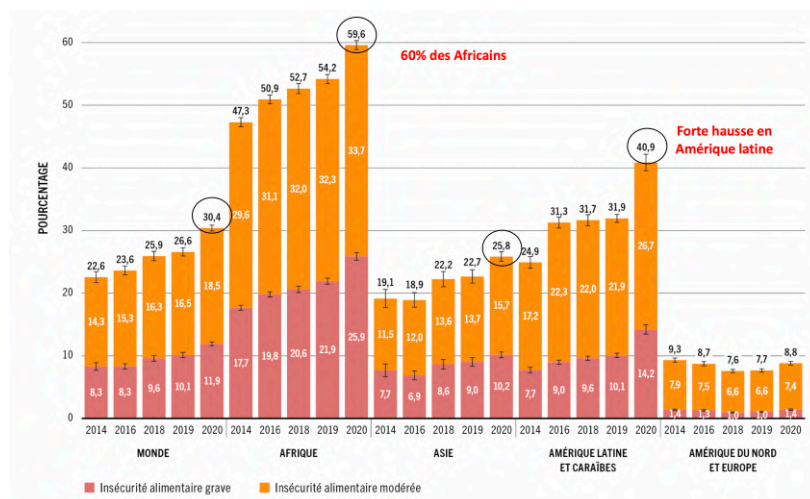
Au cours des dernières années, les problématiques de revenus, de chocs climatiques et de conflictualités accrues ont contribué à renforcer l'insécurité alimentaire. Ces tendances suivent deux crises ayant déjà secoué la planète auparavant, aux manifestations et aux dynamiques différentes.

- La crise alimentaire en 2007-2008 s'inscrit dans un contexte de stocks réduits, de concurrence d'usage des ressources agricoles (agrocarburants notamment) et de spéculations sur les matières premières agricoles, celles-ci servant de refuge à de nombreux fonds purement financiers. Cette situation a engendré une flambée brutale des prix internationaux avec un effet de contagion jusqu'aux marchés locaux et domestiques, du fait de certaines substitutions. À cette crise des prix alimentaires se sont très vite ajoutées une crise des prix de l'énergie et une crise économique générale.
- En 2009-2011, une nouvelle poussée inflationniste sur les matières premières résulte des retombées de la crise financière internationale, mais aussi d'une combinaison de facteurs, à commencer par la sécheresse en Russie qui fit alors décréter à Moscou un embargo sur ses exportations de céréales. En pleine effervescence socio-politique, plusieurs pays arabes ont alors subi à domicile de plein fouet la hausse du blé sur les marchés internationaux. Loin d'être des émeutes de la faim, les révolutions populaires dans cet espace ont néanmoins été catalysées par les insécurité humaines et alimentaires.

L'alimentation est un élément clé des objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'objectif n°2 vise à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable. Selon les Nations-Unies et la FAO, la décennie 2010-2020 a toutefois été caractérisée par une augmentation du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire modérée ou grave, estimant qu'entre 700 et 800 millions de personnes environ vivaient dans la faim en 2020 (soit environ 10% de la population mondiale, contre 30% dans les années 1960) et que près d'une personne sur trois dans le monde, soit 2,4 milliards, n'avait pas accès à une alimentation suffisante et adéquate. L'insécurité alimentaire aiguë - qui nécessite une aide humanitaire - a augmenté au cours des 5 dernières années, atteignant 160 millions de personnes en 2021, contre 110 environ en 2016.

Évolution de l'insécurité alimentaire dans la population du monde de 2014 à 2020

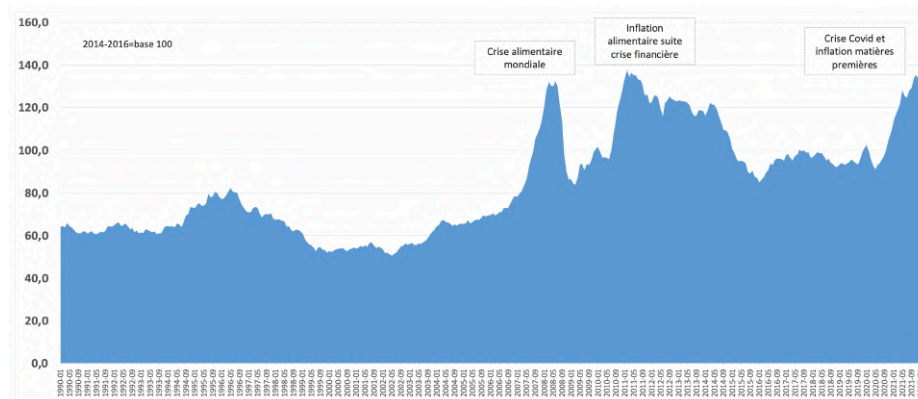
Source : FAO



La pandémie de Covid accentue depuis 2020 l'insécurité alimentaire de beaucoup dans le monde² : la baisse des revenus s'accompagne d'une inflation des matières premières et des biens alimentaires de base. C'est la double peine : moins de pouvoir d'achat et des produits plus chers. En moyenne dans le monde, l'inflation alimentaire s'est élevée à 30% en 2021, avec toutefois des situations hétérogènes en fonction des mesures publiques déployées et de l'efficacité des systèmes nationaux. L'indice de la FAO est à la hausse et avait déjà atteint un pic historique en février 2022. C'est une crise de la demande liée aux différentes mesures de confinement sanitaire ayant engendré des ruptures d'approvisionnement en denrées comme en facteurs de production. La pandémie de Covid a réduit les capacités d'intervention des pays en augmentant le poids de leurs dettes ; elle a aussi créé des dysfonctionnements des chaînes de valeur internationales et un renchérissement des coûts de transport. Tout ceci occasionne des pertes financières importantes pour les États (contraction du PIB), pour les entreprises (pertes de CA) comme pour les ménages (pertes de revenus) dont certains ne sont pas encore relevés. En revanche, il est à noter que le commerce mondial de céréales a poursuivi sa croissance depuis 2020 et malgré la Covid, étant donné que le transport vrac nécessite peu de main d'œuvre comparativement aux échanges par conteneurs.

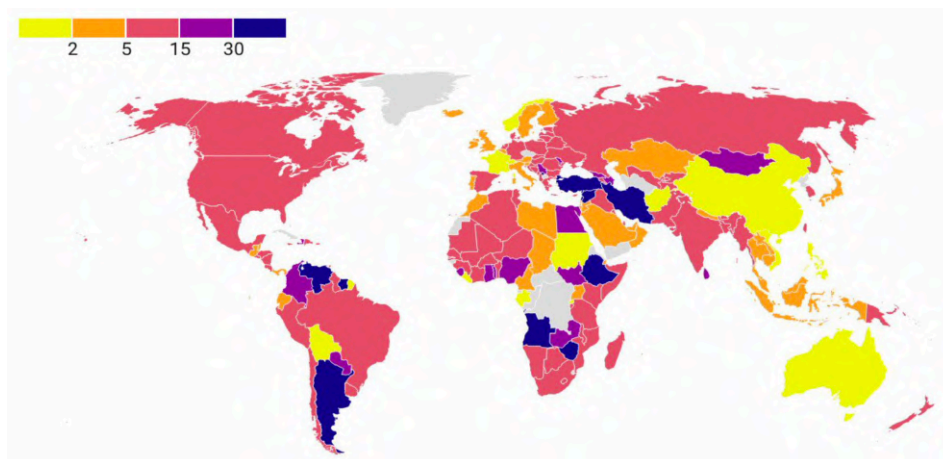
Évolution de l'indice FAO sur le prix des produits alimentaires de base de janvier 1990 à janvier 2022

Source : FAO



Taux d'inflation alimentaire dans le monde en 2021

Source : FMI



² HLPE. 2020. Food security and nutrition: building a global narrative towards 2030. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security, Rome.

Alors que la production moyenne de calories par personne n'a jamais été aussi élevée, force est de constater à quel point l'alimentation illustre les tragiques inégalités mondiales. L'enjeu de la répartition de la production et de l'accès à l'alimentation montre que les théories buttent sur des réalités climatiques, socio-économiques et géopolitiques bien tenaces. La pauvreté, les guerres et des événements climatiques extrêmes rendent l'équation de la sécurité alimentaire de plus en plus complexe. Les relations entre prix des matières premières, conflits et instabilités politiques font à juste titre l'objet d'alertes géostratégiques³. La volatilité des récoltes, des prix et des intentions des acteurs accentue la fragilité du système alimentaire mondial, avec parfois des effets localisés à forte sismicité.

Il est désormais vérifié que les prix agricoles et alimentaires, dont on peut mesurer la croissance fulgurante au travers de l'indice FAO, a dépassé les seuils enregistrés lors des crises 2007-2008 et 2009/2011. Il faut toutefois souligner que le contexte diplomatique était alors tout autre. Face aux enjeux de l'époque, les chefs d'États et de Gouvernements du G20 en 2011, sous Présidence française, estimant que les conditions d'une croissance économique forte et stable étaient fragiles, reconnaissaient tous que des mesures visant à contenir l'insécurité alimentaire revêtaient un caractère d'urgence. Dans leur Déclaration finale du 4 novembre 2011, les pays du G20 avaient abouti à des recommandations :

- sur la transparence des marchés physiques et financiers (à terme, y compris de gré à gré), notamment en matière d'informations sur l'état de stocks mondiaux ;
- une meilleure régulation/supervision, assortie d'instruments pour permettre aux autorités des marchés d'intervenir, de contrôler les positions des acteurs, et de prévenir tout risque de désorganisation des marchés ;
- sur la nécessité d'augmenter les productions agricoles (+ 70% à l'horizon 2050) et la productivité du travail en agriculture ;
- sur l'impératif de mieux coordonner les politiques commerciales à l'échelle mondiale, en étroite partenariat avec les principales institutions internationales, en suggérant en particulier de ne pas recourir à des restrictions d'exportations ;
- de préserver les solutions multilatérales

Il en avait résulté la création (i) d'un Système d'Information des Marchés Agricoles dont la finalité serait de vérifier la qualité, la fiabilité et l'exactitude des informations et des prévisions produites à partir des transactions sur les marchés agricoles, (ii) de GEOGLAM, suivi satellitaire de l'agriculture mondiale (visant à améliorer la connaissance des prévisions de récoltes et des prévisions météorologiques) et (iii) d'un Forum d'Action Rapide (FAR), destiné à mieux coordonner les politiques pour apporter des réponses idoines aux crises de marchés, composé des institutions internationales et d'organismes d'expertise comme l'IFPRI et le HTFL de l'ONU. Il faut aussi rappeler, au niveau de l'UE, l'important travail de réforme à propos de la transparence des marchés financiers (règlements MIFID), sous l'impulsion de la Commission européenne. Si le déclin du multilatéralisme et des solidarités internationales ces dernières années a eu un effet démultiplicateur sur les insécurités alimentaires mondiales, s'ajoutant ainsi aux crises géopolitiques locales, climatiques ou de modèles de production⁴, force est de constater que les récentes réunions multilatérales comme le sommet sur les systèmes alimentaires durables (septembre 2021), la conférence sur le climat (Cop26, décembre 2021) et la 12ème réunion ministérielle de l'OMC (juin 2022) sont encourageantes. Le multilatéralisme peut et doit s'adapter aux crises, bien qu'il faille intégrer qu'une partie du monde vise à désoccidentaliser le prisme principal de la coopération internationale.

³ Natalini D, Jones AW, Bravo G. Quantitative Assessment of Political Fragility Indices and Food Prices as Indicators of Food Riots in Countries. *Sustainability*. 2015; 7(4):4360-4385

⁴ IPES-Food, *Systèmes alimentaires mondiaux. A nouveaux en eaux troubles*, Rapport spécial, Mai 2022

II. L'intensification des jeux géopolitiques en matière agricole et alimentaire

1. L'accélération des besoins et des ambitions

Alors que des espaces s'enlisent depuis quelques années dans de nouveaux cycles de conflictualités, des recompositions internationales concernent également la géopolitique des ressources. L'énergie continue bien évidemment de susciter de fortes convoitises auxquelles répond le déploiement de stratégies aiguisées de la part de tous les acteurs – étatiques ou privés, globaux ou locaux. Mais l'accès à l'alimentation, donc à l'eau et à la terre, aux outils de production ou aux marchés, représente aussi un domaine où les jeux d'intérêts et les rivalités s'exacerbent⁵. Et si l'agriculture et l'alimentation rencontrent si souvent la géopolitique, c'est parce que leur interaction fonctionne dans les deux sens. D'un côté, l'insécurité agricole et alimentaire peut générer des troubles sociaux et rendre vulnérables des individus, les forçant à se déplacer et parfois à venir amplifier des mouvements migratoires ou contestataires, susceptibles de déboucher sur une crise politique, voire un conflit armé. De l'autre, les situations de guerre induisent de l'insécurité non seulement physique, mais aussi économique et alimentaire pour les populations touchées. La pauvreté et la faim progressent dans les espaces où les combats dominent. Plus ces derniers s'éternisent, plus ces insécurités humaines s'aggravent.

Cette toile de fond historique et stratégique montre que l'agriculture reste un secteur prioritaire pour la stabilité des territoires et des relations internationales. À ce titre, la majorité des pays qui disposent d'atouts dans ce domaine prennent soin de les cultiver. Il s'agit non seulement de protéger un élément-clé de leur souveraineté, mais aussi d'intégrer leur potentiel agricole dans une stratégie internationale. Non sans raison, le monde connaît de nombreux États « généreux » envers leur agriculture, car elle dimensionne leur sûreté nationale et prend part à leur diplomatie. Rares sont ainsi les puissances dépourvues d'agriculture. Et quand celle déployée sur le sol national ne suffit pas (problème de fertilité) ou plus (problème de disponibilité), les puissances vont construire à l'international leur sécurité alimentaire, y compris car il peut parfois être plus rentable de l'externaliser ainsi. Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, beaucoup de pays ont décidé d'investir davantage dans le domaine agricole et l'innovation, offrant à la fois de meilleures productions et de nouveaux produits pour répondre aux attentes des consommateurs. Là où le secteur avait été catalogué comme appartenant au passé au tournant du millénaire, il se retrouve ces dernières années de plus en plus haut dans les agendas politiques. Cela vaut sur le plan de l'action publique comme des programmes de développement, avec le constat partagé que l'agriculture se situe au carrefour d'enjeux multiples et constitue la pierre angulaire d'une sécurité alimentaire et humaine à garantir en tout temps. Nous assistons depuis quinze ans à une relance mondiale agricole⁶, qui, elle-même, engendre une mécanique inévitable de puissance et souvent d'externalités environnementales négatives accrues.

Les États n'ont toutefois plus le monopole de la puissance. Plus que jamais, des entreprises détiennent des segments importants du pouvoir. Le secteur agricole et alimentaire n'échappe pas à la règle. Bien au contraire, comme il s'agit d'un enjeu inéluctable et mondial, les appétits se font grands. Si ces paramètres ne sont pas nouveaux, les dynamiques récentes déplacent

⁵ Pierre Blanc et Thierry Pouch, « Un monde plus instable, radicalement incertain et sans gouvernance réelle : l'agriculture comme démonstration », in Sébastien Abis (dir.), *Le Déméter 2019*, Paris, Club DEMETER – IRIS Éditions, 2019.

⁶ Sébastien Abis et Matthieu Brun, « *Relance, puissance, appartenance : des priorités (agricoles) pour tous* », Le Déméter 2022. Alimentation : les nouvelles frontières, IRIS éditions et Club DEMETER, 2022.

significativement le curseur. L'agriculture est également visée car elle s'inscrit dans des transitions fortes, notamment dans le nexus alimentation-santé et dans la promotion de finances ou de technologies vertes, dont sont friands des groupes multinationaux, avides d'investissements responsables, sans oublier des fonds de gestion d'actifs ou souverains qui placent l'alimentaire dans le panier des valeurs refuges et à fort potentiel.

La pandémie de Covid a mis en évidence les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement à travers la planète et les interdépendances qui en découlent. La sécurité de nombreux États se trouve menacée alors qu'ils n'avaient pas pris soin d'assurer leur souveraineté sur certains secteurs stratégiques, comme la santé ou l'alimentation. La dépendance aux autres devient, pour certains, un problème, voire une menace, et alimente les tentations de repli et de « moi d'abord ». Et pourtant, la polycrise que le monde traverse aujourd'hui attise un climat de désunion. La pandémie a en effet exacerbé des fractures socioterritoriales entre les pays, entre les villes et les campagnes, mais a aussi renforcé des clivages sociétaux et générationnels, fragilisant durablement le vivre-ensemble. Ces dynamiques ont une résonance forte sur la scène internationale. Le multilatéralisme se porte mal. Alors que les défis liés à la sécurité alimentaire exigeraient des réponses multilatérales et davantage conjointes, il s'avère que les courses solitaires l'emportent largement sur les initiatives solidaires. Nous assistons ainsi à une nouvelle fragmentation du monde et au retour à des logiques de blocs, comme si les interdépendances avaient cédé la place à des dynamiques confrontationnelles. Chaque partenaire peut aussi être un concurrent et parfois même s'afficher comme rival.

2. Le baromètre de la mer Noire

Parmi les espaces emblématiques de ce réarmement mondial agricole se trouve la région de la mer Noire. Depuis toujours grenier productif et exportateur, cette zone a connu un reclassement stratégique sur la scène internationale depuis le début du siècle. Outre le développement agricole dans les pays riverains membres de l'UE (Roumanie, Bulgarie) et en Turquie, nous avons également assisté à une croissance spectaculaire des investissements dans le secteur que ce soit en Ukraine et en Russie. C'est le retour de deux superpuissances agricoles après l'éclipse soviétique tout au long du 20^{ème} siècle.

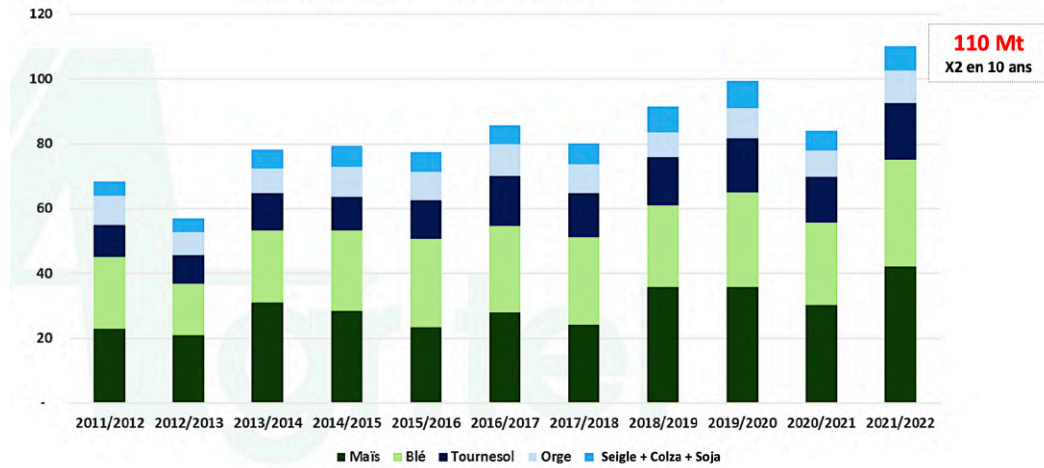
La Russie et l'Ukraine misent depuis le début de ce siècle sur leur agriculture pour à la fois nourrir leur sécurité et leur économie nationales, mais aussi pour se positionner sur la scène internationale. Ces deux pays disposent de terres fertiles, les fameux *tchernozioms*. Quelques faits et chiffres pour bien caractériser les dynamiques :

- La Russie procède à un réarmement céréalier depuis 20 ans. Le pays est le 3ème producteur mondial (75 à 80 Mt) et le 1er exportateur depuis 2016 (35 à 40 Mt). Moscou place ses céréales au même rang que ses hydrocarbures et ses armes dans sa diplomatie économique. Son blé s'exporte principalement au Moyen-Orient, au Maghreb et en Afrique. La Russie, après avoir instauré un embargo sur les produits agricoles européens en 2014 (suite annexion de la Crimée et aux sanctions occidentales alors mises en place), s'est également renforcée sur les filières animales et horticoles.
- L'Ukraine est un grand producteur et exportateur agricole. Avec 30 millions d'hectares cultivées (plus que la France, 26 Mha), le pays est très fort en grandes cultures : blé, maïs, tournesol, colza, orge, seigle. Il en produit au total 110 Mt (soit 2 fois plus qu'en 2010) et en exporte 80 Mt. L'Ukraine est le 7ème producteur mondial de blé mais le 4ème exportateur (20 à 25 Mt, 10 à 12% de parts de marché). C'est le 5ème producteur mondial de maïs mais le 4ème exportateur (30 à 35 Mt). En tournesol (huile et tourteaux), l'Ukraine est le 1er producteur mondial (1/3 de parts de marché) et le 1er exportateur mondial

(50%). Le pays assure aussi 15 à 20% en moyenne des exportations mondiales d'orge et de colza. Le montant total des exportations agricoles de l'Ukraine a été multiplié par 12 ans en 20 ans, atteignant 23 milliards de dollars en 2020. En volume, fort de 80 Mt, l'Ukraine réalise à elle seule 5% du total du commerce agricole mondial. La Chine est son premier client, suivie de l'Égypte et de l'Inde. 10 à 15% du PIB ukrainien provient du secteur agricole, qui compte pour 20% de l'emploi et un tiers du total des exportations du pays.

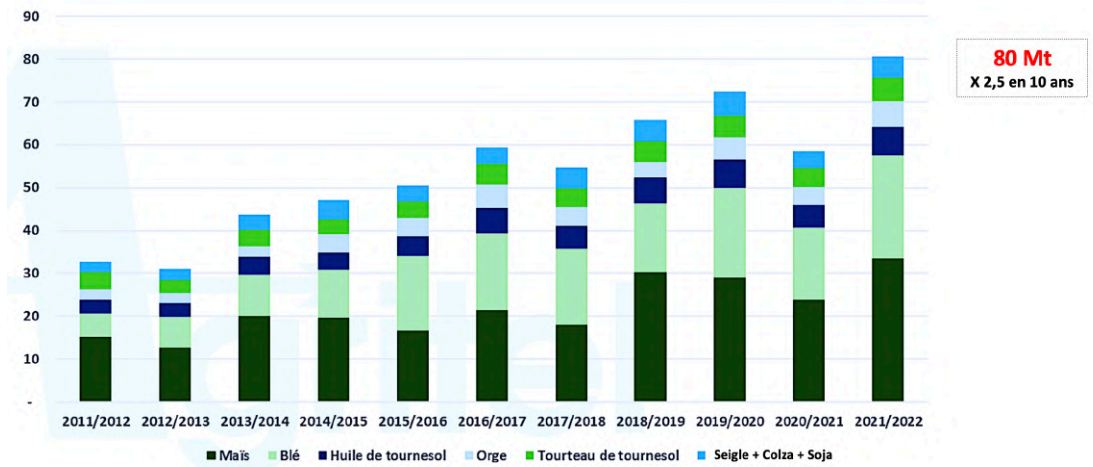
Évolution des productions ukrainiennes en grandes cultures depuis 10 ans

Source : Agritel



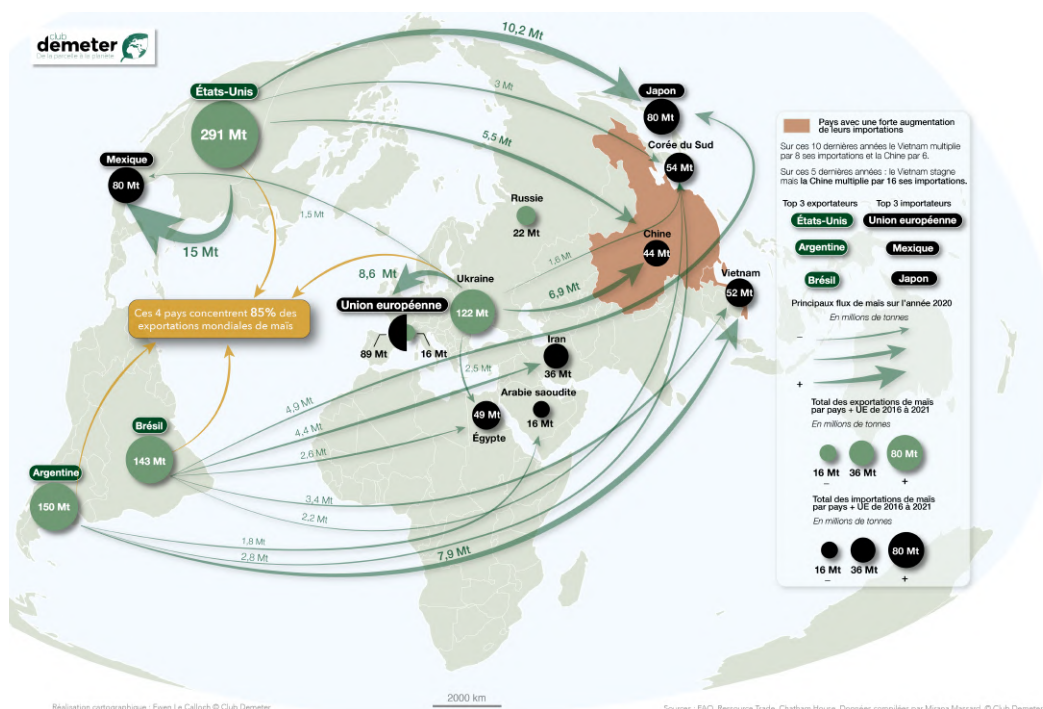
Évolution des exportations ukrainiennes en grandes cultures depuis 10 ans

Source : Agritel



Évolution du commerce mondial de maïs de 2016 à 2021 et la puissance exportatrice ukrainienne

Source : Club DEMETER

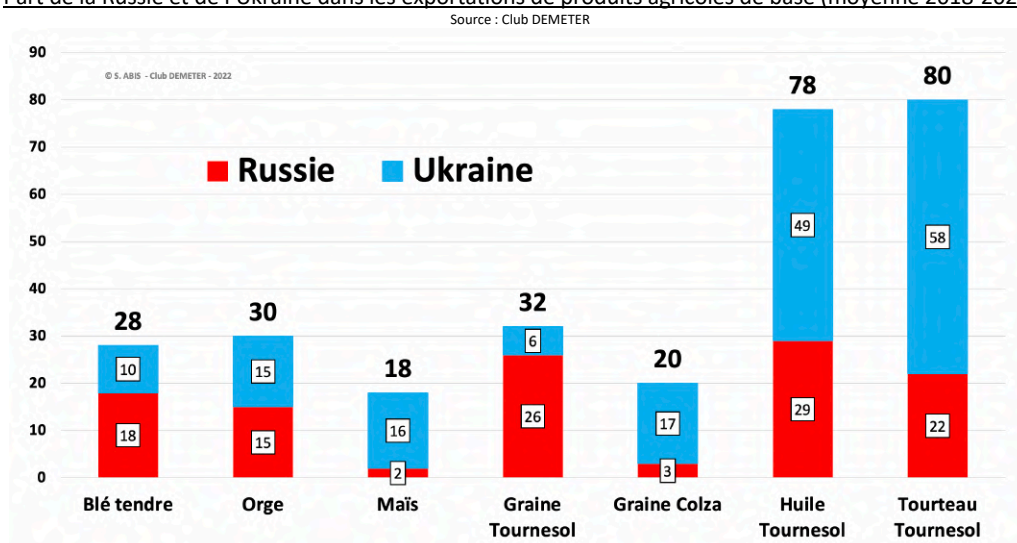


La Russie et l'Ukraine partagent cette capacité de produire plus depuis 20 ans et d'exporter davantage grâce à l'émergence d'un tissu logistique intérieur et littoral à même de permettre une mise en marchés sur les circuits du commerce international. Les grandes entreprises du négoce ont investi les deux pays et leurs façades maritimes en mer Noire, où de grands ports se sont développés pour sortir les grains russes et ukrainiens. A l'image de la planète, ces exportations se font par voie maritime à plus de 90%, soulignant ainsi le rôle stratégique des océans dans la sécurité alimentaire mondiale. Le blé illustre à lui seul la force de frappe agricole de la Russie et de l'Ukraine. Moscou a triplé ses exportations de la céréale depuis 20 ans, Kiev les a multipliés par 8. Surtout, dans le cas de l'Ukraine, trois-quarts de la récolte de blé est internationalisé et nourrit le marché mondial.

La Russie et l'Ukraine comptent donc sur la planète agricole⁷, à la fois sur la production de plusieurs denrées de base (ayant toutefois une dépendance aux semences venant principalement d'Europe et de France, sans oublier les risques climatiques ou politiques de pays où le climat des affaires reste extrêmement faible), mais aussi et surtout en termes de poids sur les marchés mondiaux. Si l'on agrège les chiffres pour les deux pays, cela est significatif sur le blé, l'orge, le maïs, le colza et le tournesol.

⁷ Voir la série de statistiques publiées par le CIC : <https://www.igc.int/en/downloads/2022/gen2122misc1.pdf>

Part de la Russie et de l'Ukraine dans les exportations de produits agricoles de base (moyenne 2018-2021)



III. La guerre en Ukraine et ses effets en cascade

1. Impacts immédiats du conflit

La guerre en Ukraine fragilise d'abord et avant tout la sécurité alimentaire des Ukrainiens. La population est triplement prise au piège : (i) pénuries de produits et défaillance logistique, (ii) peur de sortir et perte de revenus, (iii) migrations de détresse avec plus de 10 millions de personnes ayant dû fuir leur foyer. Les agriculteurs eux-mêmes sont touchés : mobilisations au combat, déplacements forcés, incapacités à travailler face au danger, destruction d'infrastructures productives...

Les marchés mondiaux, déjà nerveux et haussiers depuis 2 ans, ont très fortement réagi. Compte tenu du poids de la Russie et de l'Ukraine dans la production et surtout l'exportation agricole mondiale, le cours des matières premières agricoles a flambé dès le début du conflit, avec des poussées inédites lors des premiers jours suivant l'invasion russe en Ukraine. Depuis, le cours des produits agricoles (céréales, huiles) a connu une baisse mais le niveau des prix reste supérieur en juin à celui précédent le déclenchement de l'invasion russe en Ukraine. Les marchés réagissent pour plusieurs raisons : arrêt des chargements et des exportations ukrainiennes à date, incertitude sur la durée du conflit (chaque semaine amplifie les tensions), circulation maritime en mer Noire entravée, intentions russes sur l'export (fréquentes déclarations des dirigeants russes à propos de ventes de céréales à réserver aux seuls pays amis ou alliés), hésitations des opérateurs négociants à acheter dans ce contexte. Le conflit russo-ukrainien a donc amplifié une phase de flambée des prix agricoles – et plus largement de l'ensemble des autres matières premières – puisque, dès la fin de l'année 2020, les facteurs de hausse tendancielle étaient déjà réunis pour propulser les marchés dans une tension inédite. La phase de reprise économique durant la pandémie, indissociable des Plans de relance massifs adoptés par la plupart des économies pour sortir au plus vite de l'ornière récessive dans laquelle sont tombées les pays, a eu des répercussions significatives sur la demande mondiale de matières premières, et plus spécifiquement sur les produits agricoles et alimentaires. Pour le dire autrement, la guerre en Ukraine souffle violemment sur des situations déjà enflammées.

Il faut préciser que l'Ukraine sur cette campagne commerciale 2021-2022 avait fait environ 45 Mt à l'export avant le début du conflit. Il restait donc, avant l'invasion russe, à exporter 15 Mt de maïs, 7 Mt de blé, 1,5 Mt en oléagineux et 1 Mt en orge. Pour le blé, le gouvernement ukrainien a mis en place un embargo début mars pour retenir le volume restant de la dernière récolte à domicile, compte tenu des risques d'insécurité alimentaire dans le pays. Plus aucun chargement portuaire ne s'effectue depuis le 24 février 2022, à plus forte raison que les poussées russes se font sur cette bande littorale de la mer Noire et que les circulations maritimes ont été coupées à dessein par les forces navales russes, sans oublier les mines qui jonchent la surface et entravent la liberté de navigation en toute sécurité (à noter que l'Ukraine a miné son littoral maritime afin de se prémunir d'une invasion des forces russes, notamment dans la zone d'Odessa). Or plus de 90% du commerce agricole ukrainien passent traditionnellement par la mer Noire. Les principaux ports d'exports de grains sont Mikolayv (environ 20 Mt en moyenne), Chornomorsk (13 Mt), Pivdenniy (10 Mt), Odessa (9 Mt), suivis par les ports de la mer d'Azov que sont Berdiansk (2 Mt) et Marioupol (1 Mt). Il est important de noter que l'entreprise chinoise Cofco, nouveau leader mondial du négoce agricole avec les traditionnels ABCD, s'était principalement implanté à Marioupol ces dernières années. La destruction de la ville et de ses infrastructures touche de plein fouet les capacités logistiques de cet opérateur chinois, ayant beaucoup misé sur le potentiel ukrainien pour l'approvisionnement de grains vers la Chine, notamment du maïs. Il faut donc mettre en perspective ces problématiques logistiques afin de comprendre la complexité à court terme (ou à moyen-terme si le conflit dure). On a environ 5 à 6 Mt en stockage portuaire en Ukraine, le reste se situant dans des silos intérieurs. Un train de céréales faisant au mieux 1500 à 2500 tonnes, contre un vraquier à 25-30000 tonnes, voir 60000 tonnes en *Panamax* (pour ce type de bateaux, il faut des ports en eaux profondes, ce qui est l'avantage d'Odessa).

Si l'Ukraine parvient à sortir de faibles volumes de la récolte précédente en mode ferroviaire (via la Pologne, la Hongrie et la Roumanie, avec dans cet Etat, les opportunités offertes par le port de Constanța) et que l'UE s'active à trouver des solutions par ces voies terrestres avec l'instauration de « lignes de solidarité »⁸ depuis le 12 mai 2022, ces flux restent et resteront drastiquement faible par rapport à la mer. Ils sont aussi plus long à établir (écartement des lignes en mode encore russe côté ukrainien⁹, donc latence énorme sur les branchements avec les pays UE, problème qui s'ajoute au manque de personnel douanier et de déficience en termes de respect des procédures réglementaires et phytosanitaires). En outre, le nombre de train/wagons fait aussi défaut, rendant donc impossible l'hypothèse, d'ici à l'été 2022 et la prochaine récolte ukrainienne, de sortir tout le grain restant stocké. Pour la suite, les problèmes seront identiques, surtout si la Russie contrôle la majorité du front littoral ukrainien donnant sur la mer Noire. Ce sont aussi ces blocages agrologistiques tenaces que les marchés intègrent dans leurs analyses de la situation, nonobstant les discussions en cours sur le terrain diplomatique pour que ces céréales d'Ukraine puissent reprendre le chemin de la mer, notamment depuis Odessa. Entre mi-mai et mi-juin 2022, le prix du blé sur le marché mondial a diminué de 10% environ. Le dialogue initié sur ce volet spécifique, entre la Turquie et la Russie en mai 2022, n'a pas pour le moment permis d'avancer concrètement, alors que l'ONU plaide fortement pour cette solution à caractère « humanitaire » vus les besoins mondiaux et les risques d'insécurité alimentaire dans certains pays fragiles. De leur côté, les Etats-Unis misent sur la constitution de silos aux frontières de l'Ukraine, pour ainsi désengorger le pays

⁸ Communication from the commission to the European parliament, the Council, the European economic and social committee and the Committee of the regions, *An action plan for EU-Ukraine Solidarity Lanes to facilitate Ukraine's agricultural export and bilateral trade with the EU*, Brussels, 12.5.2022 COM(2022) 217 final.

⁹ La différence de taille des voies ferrées entre l'ex-URSS et l'Europe occidentale est de 8,5 cm. Le déchargement et le rechargement sont nécessaires. Cela prend beaucoup de temps et entraîne d'énormes coûts supplémentaires.

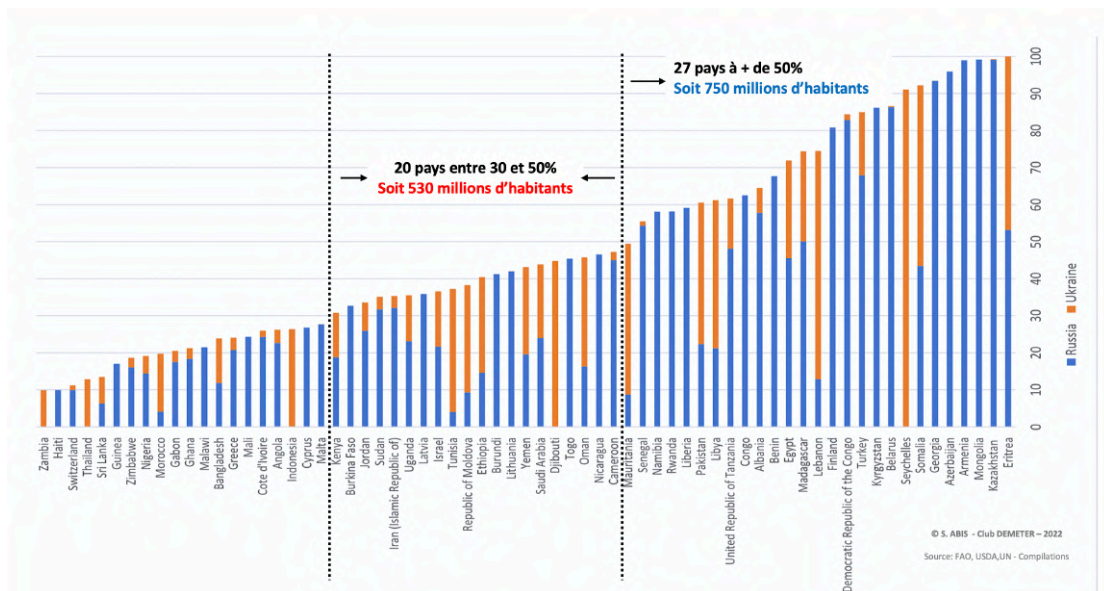
et faire en sorte qu'il puisse monétiser au mieux ses productions agricoles, en les exportant par des voies terrestres européennes y compris en les remontant vers la Baltique.

De son côté, la Russie continue à charger et à exporter ses grains, malgré le conflit et des exécutions parfois plus lentes, depuis les ports de la mer Noire où elle opère (Kavkaz et Taman sur le détroit de Kerch, Tuapse, Novorossiisk et Rostov). Des bateaux ont pu notamment décharger en Égypte, premier client de la Russie en blé. Ces flux sont assurés notamment par *Demetra*, société leader russe du commerce agricole, sachant que les négociants internationaux traditionnels se font progressivement sortir du jeu ces dernières années. En mars et en avril, la Russie a sorti près de 2 Mt de blé par mois, ce qui correspond à ce qu'elle doit faire en moyenne mensuelle d'ici fin juin pour honorer ses engagements et finaliser l'exportation des volumes prévus. La Russie devrait donc renforcer, sur la campagne de 2021-2022, sa place de premier exportateur mondial de blé. Le pouvoir à Moscou n'a cependant pas manqué de rappeler qu'il pourrait conditionner ces exportations de céréales à des pays alliés ou amis, autrement dit qui ne critiqueraient pas l'action russe en Ukraine et n'émettent pas de sanctions contre le pays.

C'est donc aussi avec cette dialectique qu'il convient de regarder les dimensions mondiales de ce conflit en Ukraine. Depuis fin février 2022, les tensions sur les disponibilités et les prix de l'énergie, des engrais et de l'alimentation sont vives et se propagent en cascade¹⁰. 750 millions d'habitants vivent dans des pays qui réalisent entre 50 et 100% de leurs achats de blé auprès de la Russie et de l'Ukraine. Certains de ces pays ont donc tenu à s'abstenir de toute critique ou vote contre Moscou dans les enceintes internationales et onusiennes. La Russie brandit l'arme alimentaire autant qu'elle le fait avec le gaz, selon des géographies de sensibilité à ces ressources différenciées. Si l'on prend le seul cas du blé, ce sont 1,3 milliards d'habitants dans le monde qui vivent dans des pays dont au moins un tiers des approvisionnements sur cette céréale provient de Russie et d'Ukraine.

Part de la Russie et de l'Ukraine dans les approvisionnements de blé (moyenne 2019-2021)

Source : Club DEMETER





¹⁰ Dirk Jan Kennes, "The Russia-Ukraine War's Impact on Global Fertilizer Markets", Rabobank Research, April 2022.

L'Égypte, plus gros importateur mondial de blé (12 à 13 Mt par an), reçoit en moyenne 45 % de ses importations de Russie et 20 % d'Ukraine. Ce pays est le baromètre de l'imbrication des enjeux en cours. Les subventions alimentaires, qui représentent 5 à 6 milliards de dollars par an, devraient cette année passer à 7-8 milliards de dollars, pour continuer à acheter la paix sociale par ce biais et continuer à vendre le pain populaire égyptien (*Aish Baladi*) à la population. Ce pain est subventionné par l'État et représente la moitié de la consommation du pays. Le président Al-Sissi a par ailleurs appelé l'ensemble des opérateurs privés à bloquer le prix du pain sur le marché libre pour éviter toute fronde sociale, car ce prix avait doublé entre le début de la guerre en Ukraine et mi-mars 2022. L'exemple de l'Égypte vient rappeler que le prix de la nourriture conditionne la stabilité sociopolitique et que derrière chaque émeute populaire se cache souvent une problématique alimentaire. Les militaires en Égypte veillent donc attentivement à ces risques socio-politiques. Des manifestations populaires contre le prix du pain ou son manque se font sentir dans plusieurs pays arabes et réveillent de mauvais souvenirs¹¹. Le cas du Liban est à surveiller car il révèle l'enchevêtrement de crises et de malheurs. Les dérives politiques, l'inflation économique et l'explosion des silos à grains sur le port de Beyrouth en août 2020 sont autant de facteurs attisant les risques : 80% des habitants vivent en insécurité alimentaire dans ce pays où les réserves céréalières sont quasiment nulles. Elles sont surtout en mer...dans le bateau qui doit arriver ou à travers le contrat effectué et qui favorise un chargement à date convenue. En outre, des défis climatiques planent sur les perspectives de récolte. Ainsi, la sécheresse à l'hiver 2021/2022 feront chuter de 70% les récoltes céréalières du Maroc en 2022, obligeant ce pays à importer davantage dans les prochains mois.

Part de la Russie et de l'Ukraine dans les approvisionnements de blé au Maghreb et au Moyen-Orient

Source : Agritel

							
Share of Ukrainian wheat on total wheat import				Share of Russian wheat on total wheat import			
	5-yr avg	2020/21	2021/22		5-yr avg	2020/21	2021/22
Tunisia	45%	42%	47%	Turkey	70%	81%	64%
Pakistan	39%	39%	66%	Pakistan	43%	44%	3%
Bangladesh	26%	16%	13%	Syria	40%	0%	0%
Morocco	21%	22%	21%	Bangladesh	33%	26%	6%
Turkey	8%	9%	25%	Iran	30%	0%	0%
Iran	1%	0%	22%	Morocco	10%	4%	1%
Algeria	1%	0%	3%	Tunisia	9%	9%	0%
Iraq	0%	0%	0%	Algeria	0%	0%	7%
Syria	0%	0%	0%	Iraq	0%	0%	0%

Au sud du Sahara, la Somalie, le Bénin, le Soudan, la République démocratique du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, le Rwanda, Madagascar ou encore le Congo dépendent à plus de 60 % de la Russie et de l'Ukraine pour leurs approvisionnements en blé. En Afrique de l'Est, 85 % de la demande en blé est satisfaite via l'importation qui vient elle-même dans une large proportion de Russie ou d'Ukraine. Même si les quantités consommées par habitant sont bien moindres en Afrique subsaharienne par rapport au Maghreb et à l'Égypte, la dépendance vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie sur le blé, mais aussi sur l'huile de tournesol, s'avère significative. Il est cependant important de noter que les villes africaines, ainsi que les campagnes, ne se nourrissent pas uniquement de blé ou de riz importés, mais aussi de productions locales de céréales, de tubercules ou de plantains qui ne font pas l'objet d'un soutien suffisant pour rivaliser avec les productions importées. Concernant la vulnérabilité des pays vis-à-vis de la

¹¹ Sébastien Abis et Anissa Bertin, "How the War in Ukraine Exacerbates Food Insecurity in the MENA Region", Blog de l'Italian Institute for International Political Studies (ISPI), 23 avril 2022

hausse des prix du prix du blé sur les marchés mondiaux, il est possible de classer les pays en plusieurs catégories selon leur niveau de consommation, la part des importations dans ces consommations (indicateur de la dépendance) d'un côté, et de l'autre le fait que ces pays exportent du pétrole et peuvent bénéficier de l'envolée des cours (*voir les éléments détaillés en annexe*). Le prix d'un grand nombre de produits alimentaires de base est en hausse en Afrique subsaharienne, c'est le cas de la farine de blé, du sucre, de l'huile ou encore des pommes de terre. Les villes sont les premières touchées, ce qui pousse les organisations internationales et certains gouvernements à parler de possibles pénuries, voire de crises alimentaires ravivant le spectre d'instabilités politiques et de mouvements sociaux contre la vie chère. Il faut insister sur le fait que la guerre en Ukraine et la hausse des prix des matières premières agricoles sont un facteur cumulatif d'insécurité alimentaire en Afrique¹². Elle n'est pas la raison unique des vulnérabilités agricoles ou alimentaires que connaissent certains pays africains aujourd'hui. Les conséquences économiques de la pandémie, la précarité des ménages urbains et ruraux, les impacts du changement climatique ainsi que les conflits locaux ou régionaux sont autant d'éléments qui préexistaient à la guerre en Europe de l'Est. Une réponse en termes d'offre supplémentaire provenant de l'extérieur du continent n'est donc pas une solution viable sur le long terme.

Un autre choc de disponibilité pourrait advenir dans le futur avec la hausse du prix des engrais et menacer la sécurité alimentaire. Ce facteur est intimement lié à la situation en Ukraine et en Russie puisque cette dernière est le premier exportateur mondial d'urée, le deuxième de potasse et d'ammoniac nécessaires à la production d'engrais azoté. Cette déstabilisation des marchés des engrais intervient alors que leurs prix ont déjà augmenté en 2021 en raison de la flambée des cours du gaz naturel, pénalisant la production d'ammoniac. Si l'Europe est impactée (*voir infra*), il faut aussi appréhender cette problématique sur le continent africain. Avec des prix des engrais multipliés par presque 2 depuis l'été 2021, les producteurs ne peuvent les acquérir et les États africains ne pourront pas augmenter les subventions qu'ils allouent aux producteurs considérant leur situation économique et financière. Même s'ils en importent moins que d'autres puissances agricoles, les conséquences sur la production locale risquent d'être significatives. En effet, en 2020, les pays d'Afrique subsaharienne ont importé 5,6 millions de tonnes de fertilisants azotés, contre 12 millions pour le Brésil ou 10 millions pour l'Inde. Le recours aux engrais organiques ou de synthèse est bien plus faible en Afrique subsaharienne qu'en Asie ou dans d'autres régions du monde, et ce malgré les engagements d'augmentation de l'utilisation des engrais pris au sein de l'Union africaine au sommet d'Abuja en 2006. L'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Malawi et le Kenya sont les principaux importateurs et l'Europe et le Moyen-Orient les fournisseurs les plus importants. L'Afrique subsaharienne notamment importe relativement peu d'engrais et son niveau de dépendance envers la Russie reste limité mais les capacités locales de production sont très faibles. En Afrique de l'Ouest, aucun pays ne produit d'engrais – excepté le Nigeria, qui préfère l'exporter vers le Brésil.

Or, le coût de ces intrants a connu une hausse considérable : de 80 % pour les engrais phosphorés et de 100 % pour la potasse, entre juin 2020 et mars 2022. Les paysans n'ont pas les moyens de s'en procurer à des prix aussi élevés. Et la plupart des États ne disposent pas des marges budgétaires suffisantes pour augmenter leurs subventions. Les conséquences sur le volume de la production locale risquent donc d'être importantes. Dans certains pays les producteurs devront absorber le coût de l'augmentation des intrants, s'ils le peuvent, quand ailleurs d'autres n'auront d'autre choix que d'en acheter moins, ce qui aura des conséquences sur les rendements de certaines cultures. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le président

¹² Matthieu Brun, « Guerre en Ukraine : les agricultures africaines ne découvrent pas les crises alimentaires », Blog de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), 12 avril 2022.

de l'Union africaine (UA), Macky Sall, également président du Sénégal, s'est rendu le 3 juin 2022 en Russie pour discuter avec Vladimir Poutine de ces questions tant alimentaires que des engrais. Fort symboliquement, la rencontre s'est déroulée à Sotchi, ville balnéaire de la mer Noire où s'était tenu en 2019 le 1^{er} Forum politique Russie-Afrique. Il faudra par ailleurs sans doute compter encore plus sur le Maroc et ses engrais phosphatés pour apporter des solutions de production sur le continent africain.

2. Impacts à moyen-terme

L'inquiétude à propos de la sécurité alimentaire est généralisée, comme en témoignent les nombreuses déclarations de dirigeants politiques et d'institutions internationales depuis plusieurs semaines. Nous observons même une prolifération d'initiatives de la part de pays ou d'agences multilatérales afin de traiter les effets en cascade de la guerre en Ukraine au niveau des questions agricoles et alimentaires. Ces tensions ne datent pas du déclenchement de ce conflit, mais étaient déjà vives depuis deux ans et récurrentes voir structurelles à certains endroits depuis de nombreuses années. L'enjeu à court terme est d'éviter des émeutes sociales qui ajouteraient de l'instabilité à celle existante. En effet, force est de constater que la crise en cours s'inscrit dans un contexte doublement défavorable : moins de multilatéralisme à l'échelle internationale et moins de sécurité dans certaines régions confrontées aux menaces terroristes, aux désordres climatiques et aux détresses sociales. La région du Sahel illustre tragiquement cette combinaison d'instabilités et de risques. Au Mali, 3 minoteries sur les six que compte le pays ont déjà fermé depuis le déclenchement du conflit ukrainien, faute de stocks de céréales pour ces industries alimentaires.

Si le conflit s'enlise en Ukraine, la situation pourrait devenir intenable pour les pays d'Afrique : difficulté d'approvisionnement et envol des prix des biens alimentaires et énergétiques préoccupent. Surtout que ces économies ont peu de marge de manœuvre pour aider leur population du fait d'un environnement macroéconomique dégradé. Même si certaines économies peuvent mécaniquement trouver plus facilement que d'autres à s'approvisionner ailleurs, les prix de ces biens vont fortement augmenter et ce phénomène touchera inévitablement tout le continent. Cela souligne le défi de l'accès à l'alimentation chère, par-delà d'éventuelles ruptures de présences sur les marchés locaux. Il convient de surveiller les effets de la hausse du prix du blé et du maïs sur celui du riz, produit dont l'Afrique subsaharienne en particulier est beaucoup plus dépendante pour sa nourriture. Il n'y a pas d'automatisme de transmission de la hausse du blé et du maïs vers le riz. Cet effet n'est pas à exclure. Le prix du riz monte depuis plus d'un an mais on ne constate pas d'accélération de cette hausse depuis l'augmentation du prix du blé et du maïs.

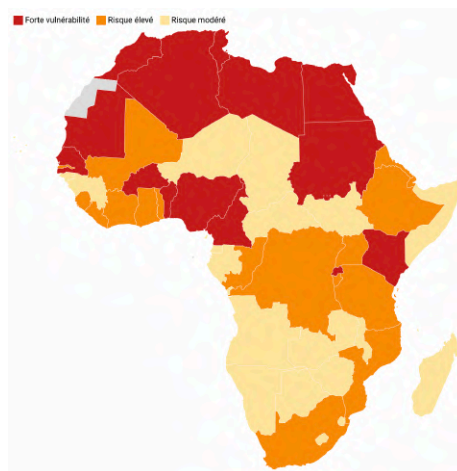
L'alimentation et l'énergie pèsent lourd dans l'indice des prix des consommateurs : 50 % en Afrique contre 30 % dans le reste du monde. En 2021, le prix de l'énergie a flambé au niveau international : multiplié par cinq pour le gaz, par trois pour le charbon et par deux pour le pétrole. Cette hausse était le fait d'une forte demande en provenance de la Chine et liée à la reprise économique post-Covid. Elle affecte sensiblement toutes les populations à faible pouvoir d'achat de pays qui la répercuteront sur le prix des carburants à la pompe. Il faut donc s'attendre à une paupérisation des populations directement dépendantes de ces importations. En Afrique, les pays les plus directement exposés sont ceux qui dépendent des importations en provenance de Russie et d'Ukraine, pour des produits qu'ils importent en grande quantité et dont les prix vont augmenter. Ces critères mettent en évidence la vulnérabilité de quatorze économies sur le continent alors que dix-neuf autres présentent un risque élevé¹³. Les onze

¹³ Julien Gourdon, « Envol des prix, insécurité alimentaire... les lourdes conséquences pour l'Afrique de la guerre en Ukraine, *The Conversation*, 19 avril 2022.

autres économies présentent un risque plus modéré. Plusieurs pays, notamment ceux d’Afrique du Nord, le Nigeria et l’Afrique du Sud, ont des programmes de subvention de produits alimentaires et du carburant. Dans un contexte de fort accroissement de l’endettement public dans la majorité des pays africains, leur poids pourrait cependant rapidement s’avérer insoutenable pour les gouvernements. Au cours des 18 derniers mois, les gouvernements ont emprunté pour financer à la fois leur riposte face au Covid-19 et des mesures de relance. Le ratio dette publique/PIB de l’ensemble du continent est au plus haut depuis vingt ans, à plus de 65% en moyenne fin 2021. Il dépasse même 100 % en Angola, au Mozambique, au Soudan et au Zimbabwe. Le FMI estime que 22 pays de l’Afrique subsaharienne sont dans une situation délicate en la matière. Or les pays le plus exposés aux risques liés au conflit sont justement ceux ayant une dette déjà très élevée relativement aux autres économies du continent. Maintenir les systèmes de subvention en place dans ce contexte de surendettement semble peu soutenable du point de vue de la maîtrise des déficits publics. Cependant, y renoncer, c’est courir le risque de déclencher des troubles sociaux.

Exposition à un risque lié aux approvisionnements russes et ukrainiens et/ou à un risque prix

Source : AFD



Si on focalise à nouveau le propos autour du conflit ukrainien et de ses acteurs, plusieurs considérations peuvent être émises bien que les inconnues soient nombreuses :

- La Russie n’a pas d’intérêt (pour son économie, sa diplomatie, son influence, etc.) à stopper ses exportations de céréales et de blé. Au contraire, elle pourrait être tentée de renforcer ses pouvoirs en la matière pour détenir encore davantage de grainoducs vis-à-vis du monde. Elle a fait main basse en mai 2022 sur la ville de Marioupol, port important en mer d’Azov, devenue « lac russe » en mer Noire, complétant ainsi l’emprise territoriale dans cet espace entamé en 2014 avec l’invasion de la Crimée. La question des prochains mois concerne la géographie de ces exportations céréalières russes, entre éventuelle priorité donnée à des pays alliés ou peu critiques envers l’action militaire du Kremlin en Ukraine, sans oublier la Chine, avec laquelle la Russie a signé plusieurs grands contrats pour lui fournir des hydrocarbures et des céréales. A ce titre, il faudra surveiller le développement portuaire de Vladivostok, proche des gisements pétroliers notamment de Sakhaline mais éloigné en revanche des zones de production céréalière russe. C’est là où le ferroviaire des routes de la soie chinoise peut apporter une solution progressive. Ces dynamiques s’inscrivent en tout cas dans une volonté croissante de ces deux puissances à désoccidentaliser la marche du monde. A cela s’ajoutent une autre variable : faudra-t-il payer en rouble ses achats agricoles auprès des opérateurs russes ? Ce sont aussi ces

questions financières qui agitent les opérateurs internationaux, outre les risques déjà liés aux sanctions occidentales ou au verdict des opinions publiques qui dégrade parfois la réputation des entreprises poursuivant des affaires en Russie. A ce titre, les autorités ukrainiennes pourraient être tentées de surenchérir sur ces aspects afin de mettre une pression de plus en plus forte sur ces considérations déjà fortement positionnées dans les stratégies de communication autour du conflit. Il ne faudrait donc pas sous-estimer les batailles narratives qui se jouent en creux de cette guerre. La Russie elle-même expliquant que la crise alimentaire est dû aux sanctions occidentales, alors que celles-ci épargnent les produits agricoles et que le gouvernement russe a appliqué des contingents à l'exportations lie à un système de taxe à l'exportation très complexe. Dans les faits, les exportateurs russes auront utilisé entièrement le quota à l'exportation de 8 Mt de blé, malgré l'interruption de la circulation maritime entre fin février et début avril 2022. Mais le Kremlin pratique la désinformation. Cela n'empêche pas néanmoins de poser pour les prochains mois de véritables questions sur la gestion des risques financiers et assurantiels pour traiter de plus important volume d'exportation avec la Russie. Donc, malgré un potentiel à l'export volumineux issu d'une moisson potentiellement record, ces capacités agro-commerciales pourrait être contrariée en raison des effets indirects des sanctions financières sur son économie et les acteurs de marché concernés. Or la planète peut-elle se passer de la Russie pour sa sécurité céréalière ?

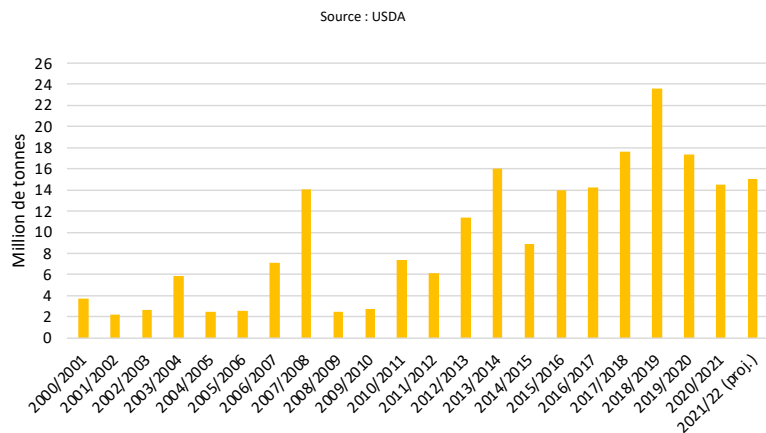
- Pour l'Ukraine, outre les effets cumulatifs du conflit sur la société, les territoires et l'économie du pays à mesure que les combats militaires et le conflit perdurent, l'une des grandes interrogations se situe sur les capacités productives agricoles dans ce grenier de la planète. La récolte 2022 sera forcément impactée. Entre les combats, les agriculteurs au front ou exilés, le manque de semis, la destruction de matériels, le manque de gasoil pour faire tourner les machines agricoles, etc...le pays pourrait voir chuter fortement sa production agricole cette année (*voir l'annexe infra à ce sujet*). En blé, le CIC table sur 19 Mt contre 33 en 2021, sur 19 Mt en maïs contre 42 en 2021, sur 6 Mt en orge contre 10 en 2021. L'USDA estime de son côté que la production en tournesol serait de 9 Mt contre 18 en 2021. Cette décroissance induit automatiquement une baisse de volumes ukrainiens sur le marché international pour la campagne de commercialisation 2022-2023. Et si tout se prolonge ou s'aggrave dans les prochains mois, l'impact sera aussi sur la récolte 2023, donc sur le marché mondial en 2023/2024...Si le conflit prend fin, à court ou moyen terme, d'inévitables problématiques se poseront : dans quels états seront les agriculteurs, les sols et les infrastructures terrestres ou portuaires ? Si la Russie accentue son contrôle territorial des rivages de la mer Noire, va-t-elle conditionner le passage de la terre à la mer des productions ukrainiennes ? A qui appartiendront ces volumes transitant dans des espaces ou des mains russes ? Quels comportements les opérateurs économiques et les acheteurs auront vis-à-vis de ces productions ukrainiennes transitant ou passant par des canaux russes ? L'Ukraine passera-t-elle davantage par la Roumanie et l'interface portuaire de Constanța ? En outre, alors que le pouvoir en place à Kiev plaide pour une intégration dans l'UE et que cette candidature est désormais envisageable pour Bruxelles, il faut rappeler que le PIB/habitant ukrainien avant le conflit atteignait le quart de celui de la Pologne et que le pays n'était pas exempt de tout reproche en termes de gouvernance ou de climat des affaires. Derrière les drames de la guerre et l'émotion légitime du moment, il importe aussi de mettre en perspective les fragilités structurelles et les fractures qui parsèment ce pays. Le conflit depuis deux mois catalyse pour longtemps ces vulnérabilités.

L'effondrement de la production de blé, de maïs et d'orge en Ukraine et le niveau d'incapacité de sa logistique va créer sur le marché mondial céréalier un « trou » conséquent pour la campagne commerciale 2022/23. Il est difficile d'en faire une estimation, car elle peut aussi varier en fonction des besoins domestiques de l'Ukraine et de la priorisation de ses prochaines exportations (Maïs/Colza versus blé). Néanmoins, cela pourrait dépasser un manque de 20 à 25 Mt de céréales ukrainiennes pour 2022/2023. Alors que l'Inde prétendait en mars 2022 apporter des volumes sur la scène internationale (10 Mt selon son Premier Ministre...), la sécheresse a finalement dissuadé les autorités de libérer le blé de la dernière récolte sur les marchés. Un embargo sur l'exportation de blé a été décrété le 13 mai 2022. Cependant, le pays privilégie désormais les relations commerciales de gouvernement à gouvernement. Donc techniquement ce n'est plus un embargo comme l'explique New Delhi. Le Brésil pourrait accroître sa production de blé et libérer un record de 3,5 Mt de blé exportable. Cependant l'introduction de quotas en Argentine pourrait effectuer un jeu à somme nulle pour ce continent. Il faut donc espérer que Buenos Aires relève ses contingents à l'export. Il existe très peu de marges de manœuvre en Amérique du Nord étant donné la concurrence avec les autres productions (maïs et soja) et les conditions climatiques défavorables au blé actuellement. Il est donc hautement probable que les deux dynamiques de marché restent liées aux performances de l'Europe (avec la nécessité de récoltes à l'été 2022 qui soient bonnes et pas climatiquement dégradées) et de la Russie, dont il faut rappeler que la présence sur le marché mondial céréalier est indispensable actuellement et pour les prochaines années, vus les besoins et l'absence d'alternatives robustes à même de remplacer les origines russes. Le marché global du riz se trouve dans une situation différente dans la mesure le conflit dans la mer Noire n'affecte pas le bilan global du riz. L'évolution des prix du marché mondial reste stable, les coûts de l'énergie ont fait progresser les prix d'environ 15%. La situation la plus sensible se situe dans le commerce entre l'Inde et l'Afrique Sub-saharienne. Le segment de marché du riz le plus exposé est le « riz 100% cassé » (brisure) qui sert également à l'alimentation animale.

Enfin, concernant l'Europe, outre les problématiques énergétiques et des engrais (voir l'annexe infra), la guerre en Ukraine expose certaines dépendances du continent vis-à-vis de productions ukrainiennes. Si le blé n'est pas un souci, il en est autrement pour le maïs et le tournesol.

- Les importations de maïs de l'UE augmentent fortement depuis le début des années 2010 faisant de l'UE le 1^{er} importateur mondial entre 2017 et 2020 et l'un des principaux depuis 2 ans. Désormais, le quart du maïs consommé dans l'UE est importé. L'Ukraine est de loin le premier fournisseur, avec 55% des approvisionnements européens depuis 2017. Cette dynamique s'est traduite par une baisse de la rentabilité économique de la production de maïs de l'UE et une baisse tendancielle des surfaces de maïs cultivées dans les États membres. La guerre en Ukraine, bloquant les exportations de maïs, pénalise l'UE et les filières qui en font usage, à commencer par le secteur de l'élevage pour l'alimentation animale et notamment la volaille. Cela pressurise aussi les filières industrielles comme l'amidonnerie et le mix énergétique avec le bioéthanol à base de maïs. D'ores et déjà, plusieurs États membres se tournent vers le maïs états-unien pour compenser les pertes en origine ukrainiennes. C'est le cas de l'Espagne, l'un des importateurs dominants de la scène européenne en maïs. Or celui-ci est OGM quand il vient de l'autre rive de l'Atlantique, ce qui n'est pas sans interroger sur les paradoxes dans lesquels l'UE va se retrouver prochainement.

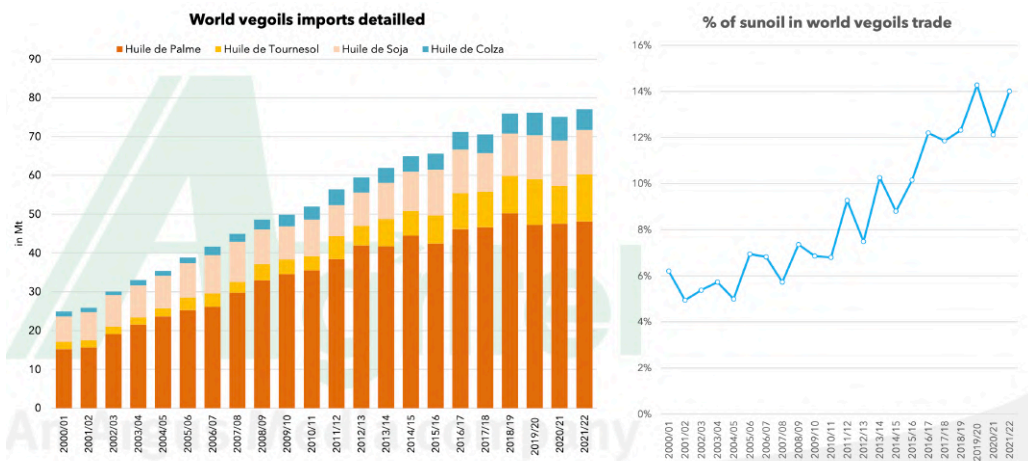
Évolution des importations de maïs de l'UE7 de 2000 à 2022



- Sur l'huile de tournesol, la situation est beaucoup plus critique. L'Ukraine a développé cette culture, passant d'une récolte de 3 Mt au début des années 2000 à 17 Mt récemment. Cela représente 30% de la production mondiale, permettant à l'Ukraine de réaliser à elle seule la moitié des exportations mondiales d'huile de tournesol ! Il faut saisir ce chiffre à la lumière de la croissance de cette huile parmi toutes celles échangées dans le monde. Alors que l'huile de palme domine les débats, avec plus de la moitié des volumes oléicoles échangés, la part de l'huile de tournesol est passée de 6 à 14% sur la dernière décennie. Si l'Inde (35% des exportations de l'Ukraine en huile de tournesol) et la Chine (13%) sont les premiers concernés par ce manque sur les marchés actuels et à venir, si le prix de cette huile flambe sur le continent africain ou au Moyen-Orient où elle domine dans les cuisines, l'UE n'est pas en reste (29% des exportations totales d'huile de tournesol de l'Ukraine) avec l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie ou encore la France comme principaux acheteurs. L'UE produit environ 4 Mt d'huile de tournesol mais en importe environ 2 Mt. Plus du tiers des surfaces en tournesol de l'Ukraine se situent dans l'Est du pays. Il resterait 8 Mt de tournesol de la dernière récolte à triturer mais les opérations agro-industrielles sont paralysées pour la plupart en raison des combats en Ukraine. Le marché des huiles pourrait-il être plus impacté et nerveux que celui des céréales ? L'Indonésie, afin de contenir la hausse des prix alimentaires dans le pays, a décrété fin avril un embargo complet sur ses exportations d'huile de palme, dont elle est le premier producteur et exportateur mondial (56% du commerce planétaire), déstabilisant des marchés déjà au plus haut.

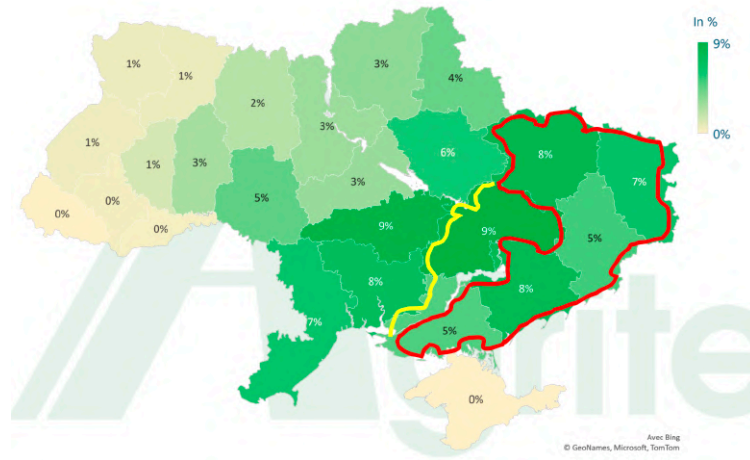
Évolution des échanges mondiaux d'huiles végétales dans le monde

Source : Argus, Agritel



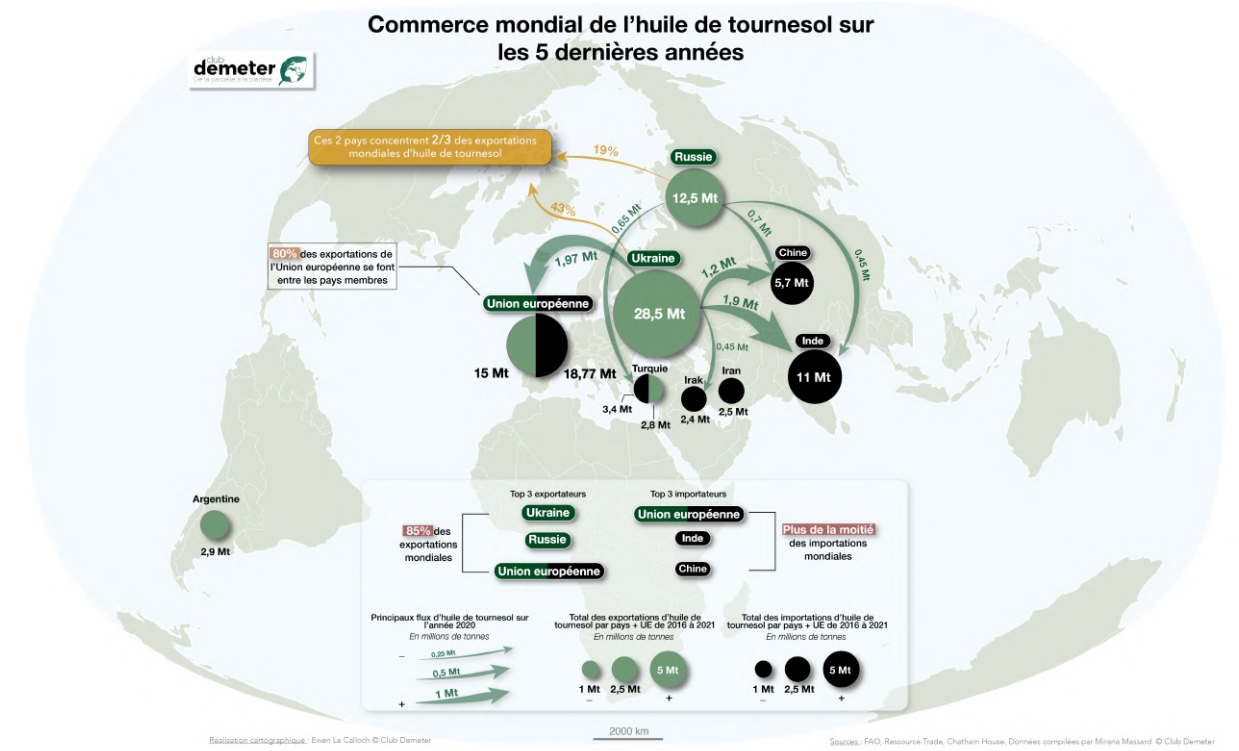
Part des surfaces de tournesol en Ukraine en fonction des Oblasts

Source : Argus, Agritel



Évolution des échanges mondiaux d'huiles de tournesol dans le monde et puissance exportatrice ukrainienne

Source : Club DEMETER



IV. Prospectives stratégiques

L'invasion russe en Ukraine marque le changement de cycle stratégique qui se profilait à l'horizon depuis quelques années. Les conséquences géoéconomiques de cette guerre s'annoncent profondes. Le retour du géopolitique et la croissance des insécurités physiques doivent être traités à la hauteur des enjeux contemporains et futurs.

La guerre en Ukraine et la crise pandémique sont deux chocs majeurs pour la sécurité alimentaire mondiale, enjeu déjà bien complexe au regard de tendances démographiques, climatiques et socio-économiques à l'œuvre depuis le début du siècle. Le caractère systémique de cette situation pose des défis en matière de régulation et de gouvernance tout en appelant des déclinaisons fortes à trouver en termes de construction de la résilience et de la durabilité.

Il convient en effet d'appréhender le nouveau cycle géopolitique en accentuant les transitions permettant d'atteindre une durabilité forte, à la fois sur le plan productif, mais aussi sur le terrain social et le front environnemental. L'agroécologie offre des solutions dans cette perspective si l'on prend soin de la mettre en œuvre dans une très grande diversité de mesures, agencées aux besoins des agriculteurs, aux conditions de vie des territoires, aux impératifs de développement et aux adaptations nécessaires vis-à-vis des changements climatiques.

Schématiquement, cela conduit à devoir prendre en compte des interactions entre les différents secteurs (agriculture, alimentation, énergie) et à veiller à coordonner les actions à différentes échelles de temps (court, moyen et long termes) et d'espace (local, national, régionale). Découlant de ces exigences, trois mots clefs peuvent guider l'action politique et diplomatique, non sans faire écho d'ailleurs au tryptique de l'initiative FARM (solidarité, commerce, production).

- **Aider** pour répondre aux urgences de toutes natures (sécuritaires, nutritionnelles, économiques, etc.) au nom d'un principe de solidarité et de péréquation entre pays et catégories/groupes ayant des niveaux de vulnérabilité et de dépendance aux marchés différenciés ;
- **Réguler** pour rechercher une voie moyenne entre réponse réactive et anticipation des risques futurs d'instabilités afin de réduire le niveau d'incertitudes sur les marchés (prix et flux), reprenant et optimisant le chemin des instruments élaborés au sortir de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, restés souvent inaboutis ou présentant certaines déficiences dans le contexte stratégique actuel ;
- **Autonomiser** pour ouvrir des perspectives complémentaires, génératrices de capacités endogènes, à l'échelle des territoires et des sociétés, pour réorienter les trajectoires de systèmes agricoles et alimentaires et leur assurer, à terme, une meilleure sécurisation et souveraineté. Il s'agit, tout à la fois, d'exercer un effet restructurant sur les systèmes tout en anticipant les futures crises. Cela vaut pour toutes les régions du monde, à commencer par l'Afrique et par l'Europe.

Dans ce contexte de guerre en Ukraine et dans la perspective de ces trois mots clefs à décliner, cinq grands axes sont retenus pour cristalliser les enjeux de prospective stratégique.

1. Le rôle de l'Europe et de la France

L'économie mondiale traverse une phase critique, conséquence d'une guerre en Ukraine qui touche directement la question du devenir des productions agricoles et de l'acheminement

des biens alimentaires dans les principales régions demandeuses, lesquelles se distinguent par de puissants contrastes en matière de capacité de financement pour amortir ou pas le choc de la hausse des prix¹⁴. A ce titre, il faut saluer les réactions européennes et notamment françaises, consistant à attirer très rapidement l'attention sur ces enjeux et à mobiliser sur le plan diplomatique une réaction adaptée à la hauteur des risques. L'initiative FARM est donc à saluer dans cette perspective. Elle doit s'inscrire dans une stratégie équilibrée à la fois sur le plan géopolitique et sur le plan des transitions à favoriser à long terme.

Sur le plan géopolitique, plusieurs remarques à partir d'événements récents :

- Après le déclenchement du conflit en Ukraine, le gouvernement hongrois a pris un décret début mars pour restreindre les possibilités de sortie des grains, tandis que la Bulgarie annonçait sa volonté de constituer un stock de sécurité d'1 Mt de blé. Ces initiatives prises en contradiction avec le principe de libre circulation des marchandises sur le marché unique ont soulevé de nombreuses critiques de sorte qu'un certain nombre d'États membres ont appelé la Commission à faire travailler le groupe d'experts du « Mécanisme européen de préparation et de réponse aux crises de sécurité alimentaire » (*European Food Security crisis preparedness and response mechanism – EFSCM*). En effet, conformément à la législation européenne, il ne saurait être question que chaque Etat Membre s'assure de sa propre sécurité au détriment de la sécurité collective.
- De nombreuses organisations professionnelles agricoles ont suggéré des mesures de gestion de marché, parfois contradictoires, pour faire face à la crise et garantir l'intégrité des filières agricoles et alimentaires, des producteurs jusqu'aux consommateurs. Le catalogue des suggestions est large : l'utilisation en 2022 des jachères et des surfaces d'intérêt écologique pour accroître les surfaces consacrées aux grandes cultures (mais cela ne pèse pas grand-chose en terme de volumes supplémentaires, sachant que ce sont majoritairement des mauvaises terres qui étaient mises en jachère ; l'effet de cette mesure sur les exportations européennes de blé 2022-2023 ne dépassera probablement pas + 1%...), le détournement vers l'alimentaire des matières premières utilisées pour la production de biocarburant, la limitation des exportations vers pays tiers, la dérogation aux normes européennes phytosanitaires et à la législation OGM pour permettre des importations de maïs et de soja en alternative aux origines mer Noire.
- La crise ukrainienne ouvre des débats sur les limites du Pacte Vert de l'UE et des stratégies « Farm to Fork » et « Biodiversité » qui induisent l'hypothèse de réductions de rendements et de productions futures sur le sol européen. Aujourd'hui, la dépendance de nombreux pays envers les exportations russes et/ou ukrainiennes pose en effet des questions vis-à-vis des projets européens d'autonomie stratégique et des intentions exprimées par la Commission européenne à faire en sorte que l'UE redevienne géopolitique. Dans un monde où l'insécurité physique revient sur la table des Européens, c'est indispensable. Le sujet est donc de savoir sur quel niveau capacitaire l'UE doit rester forte afin de préserver sa sécurité alimentaire mais aussi, si elle le souhaite, cultiver son rôle en matière de coopération internationale en la matière.
- Il est constaté que depuis le lancement de l'initiative FARM en mars 2022, de nombreuses autres stratégies diplomatiques ont été lancées. La situation actuelle (pandémie et conflit en Ukraine) font émerger un grand nombre d'initiatives de la part des institutions internationales et financières multilatérales en plus des organisations qui sont chargées spécifiquement des questions agricoles et alimentaires. Ainsi les institutions sous l'égide

¹⁴ Sarah Taber, « Panicky Markets Are the Greatest Danger to Global Food Supply », *Foreign Policy*, 12 April 2022.

des Nations-unies se coordonnent dans le cadre d'un groupe de réponses globale à la crise. Ce groupe, mis en place dès le 14 mars, comprend de nombreuses agences des Nations Unies (dont la FAO, le PAM, le FIDA et l'UNCTAD) ainsi que les institutions de Breton Woods. Il poursuit 3 axes de travail : sécurité alimentaire des populations les plus fragiles, crise énergétique et l'évolution de la pression financière. Les institutions financières telles que la Banque mondiale et les banques de développement sont également très actives en mettant en place des financements visant à une restructuration des économies rurales notamment. Le CFS–HLPE joue également son rôle de coordination des politiques en faveur de la sécurité alimentaire et a d'ailleurs produit une liste de recommandations à approfondir (voir annexe 4). Par ailleurs, certains pays lancent également d'autres initiatives comme cela a été dit pour l'Allemagne, ayant la présidence du G7, qui a communiqué le 8 mai sur la création d'une Alliance mondiale sur la sécurité alimentaire. Les Etats-Unis renforcent aussi considérablement leur aide financière et humanitaire pour l'Ukraine. Si cette multiplicité des initiatives est la bienvenue à un moment stratégique, elle souligne aussi la nécessité d'intégrer au minimum un volet d'échanges d'information, ou mieux encore de coordination, entre ces nouvelles initiatives et les structures existantes pour s'assurer que les pays les plus sensibles et les populations les plus exposées à la crise alimentaire soient protégés. A ce sujet, il est bon de rappeler que la France soutient fortement le HLPE, principale plateforme internationale et intergouvernementale, ouverte à tous, qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler ensemble pour assurer à chacun la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce soutien a été réaffirmé récemment dans le contexte du Sommet des Nations unies pour des systèmes alimentaires durables. Au niveau européen, il serait étonnant de voir les États membres incapables d'adopter un narratif et une stratégie commune, par ailleurs soutenue et propulsée par la Commission européenne. Il conviendrait enfin d'être cohérent entre les déclarations et les moyens économiques réellement alloués à ces initiatives, sujet qui concerne donc l'initiative FARM, surtout si en parallèle d'autres puissances mettent des budgets conséquents sur ce registre de la sécurité alimentaire mondiale).

Sur les enjeux à plus long terme pour l'UE, plusieurs rappels, sans revenir sur les éléments précédemment évoqués à propos de l'aide humanitaire, des biocarburants, des stocks et du développement agricole en Afrique, ou des engrais (voir en annexe) :

- Les réponses de l'UE aux répercussions et aux menaces alimentaires dont est porteuse la guerre en Ukraine peuvent être considérées comme trop partielles au regard de l'enjeu, surtout si des puissances organisent à dessein la désoccidentalisation du monde et la fragilisation sournoise des secteurs où l'UE détient encore un certain nombre d'atouts. Globalement, ce qui se joue avec le conflit russo-ukrainien réside bien dans la question de savoir si l'on doit réexaminer en profondeur l'organisation des marchés agricoles. La crise de 2008, la pandémie, avaient constitué des signaux forts allant dans ce sens¹⁵. La guerre ne fait que renforcer cette exigence. C'est pourquoi l'UE a sans doute à s'engager dans cette voie conduisant à revisiter non seulement sa logique en matière de PAC, mais aussi son positionnement à l'égard de l'OMC. La problématique du stockage public en forme l'une des illustrations. Il est du ressort de l'UE, tant de la Commission que des États membres, de suggérer une révision assez profonde des Accords commerciaux antérieurs, afin de répondre à l'urgence du moment, et de préparer l'UE à conserver son rang dans les échanges mondiaux de produits agricoles et alimentaires. A plus longue échéance, l'UE pourrait prendre une initiative politique et économique, qui pourrait éventuellement

¹⁵ Thierry Pouch et Marine Raffray, *La pandémie et l'agriculture, un virus accélérateur de mutations ?*, Editions La France Agricole, 2022.

prendre la forme d'une exclusion de l'agriculture des négociations commerciales multilatérales, et être ainsi porteuse d'une ambition de créer une organisation mondiale de l'agriculture, laquelle pouvant intégrer les outils créés en 2011 lors du G20. C'est un bouleversement qui attend l'UE. A défaut, d'autres nations, plus agressives et sans retenues particulières, s'affranchissent des règles de l'OMC, à commencer par la couleur des boîtes et à leur plafond¹⁶. Si la France et ses partenaires européens entendent rallier à leur cause la communauté internationale sur le climat, n'y aurait-il pas à rechercher une autre cohérence, relative à la question agricole et à la sécurité alimentaire mondiale ?

- L'attention sur la sécurité alimentaire ne doit pas occulter les menaces graves qui pèsent sur l'environnement et la contribution des systèmes de production et de transformation alimentaires à la dégradation des ressources naturelles, elles-mêmes indispensables à la production. La conjonction d'une crise climatique et environnementale, d'une montée des prix alimentaires et de la crise aigüe déclenchée par la guerre en Ukraine souligne l'urgence d'une bonne articulation entre politiques européennes et internationales. Ne répondre qu'aux défis les plus immédiats, tels que l'augmentation de la production alimentaire à tout prix en élargissant les terres cultivées, ou en augmentant l'utilisation de l'eau et des produits agrochimiques, pourrait faire reculer les réponses à des défis à plus long terme, notamment la nécessité de protéger la biodiversité, de régénérer les sols et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'UE doit rester forte sur son ambition climatique et continuer à pousser les transitions de pratiques agricoles pour produire mieux avec moins. L'agriculture européenne doit donc conjuguer la question capacitaire évoquée ci-dessus avec le défi environnemental. Pas l'un ou l'autre, mais les deux ensembles nécessairement. C'est cela qui doit animer le débat en ce moment : comment faire l'un et l'autre et pas l'un contre l'autre.
- En France, la variabilité du rendement moyen a augmenté et cette tendance devrait s'accroître selon des exercices de modélisation couplés à des scénarios climatiques. Investir dans la résilience suppose d'augmenter la diversité génétique, d'améliorer la matière organique des sols (*carbon farming*) et de pouvoir sélectionner en climat modifié (température, précipitations, mais aussi CO² atmosphérique). L'Europe doit y veiller sur son propre territoire¹⁷. Au plan international, la *Wheat Initiative* qui avait été lancée en 2011 par le G20 contribue à coordonner les recherches sur le blé et dispose d'un programme AHEAD sur la sélection du blé face aux vagues de chaleur et de sécheresse. Il faut continuer à investir l'avenir avec ces recherches.
- Réfléchir aux perspectives concernant les élevages européens, dans un contexte où la consommation de viandes tend à ralentir sur le continent. Les éleveurs sont soumis à un ciseau des prix, les prix de l'alimentation animale flambant, alors que les prix des produits animaux sont contraints par une demande qui tend à se réduire pour la viande. Un accompagnement technique des éleveurs européens pour les aider à consommer moins de céréales par unité de production animale serait utile. Une aide à la reconversion d'une partie des élevages les plus consommateurs de céréales pourrait être envisagée si la tension persiste sur les marchés, plutôt que la reconduction des aides d'urgence pour leur permettre de faire face à des prix excessifs de l'alimentation animale. Cette évolution doit s'inscrire dans une vision à plus long terme de la vocation des agricultures européennes.

¹⁶ Stormy-Annika Mildner, "The World in Disarray: Is This the End of Multilateralism for Trade?", Observer Research Foundation, 28 April 2022.

¹⁷ Kahiluoto, H., Kaseva, J., Balek, J., Olesen, J. E., Ruiz-Ramos, M., Gobin, A., ... & Trnka, M. (2019). Decline in climate resilience of European wheat. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 116(1), 123-128.

2. L'aide humanitaire

Selon les institutions onusiennes¹⁸, 20 pays dans le monde présentent en ce moment des risques majeurs en termes d'insécurité alimentaire, car combinant des instabilités géopolitiques structurelles, des dégradations économiques significatives et des contraintes climatiques drastiques. Considérés comme les 20 points chauds de la faim sévère dans le monde, ces pays sont les suivants : République démocratique du Congo, Nigéria, Yémen, Afghanistan, Éthiopie, Syrie, Sud-Soudan, Somalie, Soudan, Haïti, Niger, Kenya, Burkina Faso, Liban, Tchad, Mali, Angola, Mozambique, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Bénin et Cap-Vert.

Par-delà ces éléments, il convient d'examiner les enjeux suivants :

- L'aide aux Ukrainiens pour (i) contenir les insécurités alimentaires dans ce pays issues des drames humanitaires et des effets de la guerre, (ii) préserver au mieux les capacités de production agricole entre disponibilités de semences et de carburants mais aussi au niveau des agroéquipements et des infrastructures ;
- Le soutien au Programme alimentaire mondial (PAM) pour (i) augmenter son financement compte tenu de la hausse des besoins et du coût de ses opérations en cours et à venir, (ii) et l'exempter de taxes/droits de douane au niveau des quantités qu'il importe dans les pays d'exécution de son action ;
- La coordination des différents acteurs (États, IFIs, OIs, ONG, secteur privé) afin de maximiser l'impact des aides humanitaires et alimentaires actuellement déployées ou programmées, à la fois pour les populations ukrainiennes (mais aussi les agriculteurs de ce pays et les opérateurs économiques qui sont au cœur des dynamiques de production et de commerce agricole) et les sociétés particulièrement exposées aux risques dans des pays du monde en proie régulièrement aux insécurités alimentaires ou conjoncturellement avec cette guerre en Ukraine ;
- Une attention mérite d'avoir lieu à propos de la situation dans les territoires ultra-marins européens et français, où la sécurité des approvisionnements agricoles, énergétiques et en engrais est déjà fragile en période ordinaire (à commencer par les îles) et où la cherté alimentaire s'avère une réalité à même d'exacerber les tensions sociales locales.

3. Les stocks agricoles et céréaliers

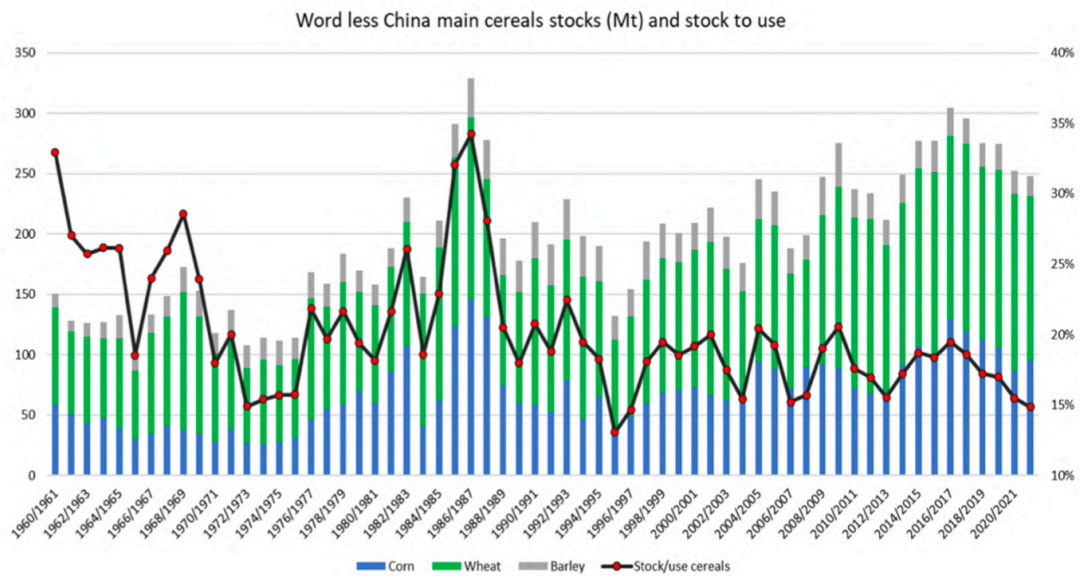
Compte tenu de la diversité des défis auxquels sont confrontées différentes parties des systèmes alimentaires, les gouvernements peuvent être tentés de réagir selon leur intérêt national à court terme, sans tenir compte de la situation mondiale. De telles politiques auraient de graves répercussions sur ceux qui sont les plus touchés par la crise. Les restrictions à l'exportation, par exemple, peuvent maintenir des prix alimentaires intérieurs bas mais elles conduisent à des prix alimentaires internationaux plus élevés et plus volatils. La coordination des réponses politiques dans l'immédiat peut renforcer la confiance dans les marchés alimentaires internationaux, évitant une montée excessive des prix et garantir que les stocks bénéficient aux populations les plus touchées par la faim et la malnutrition. Or ce sujet des stocks est très sino-dépendant, techniquement ardu et géopolitiquement sensible.

¹⁸ WFP and FAO, *Hunger Hotspots. FAO-WFP early warnings on acute food insecurity: June to September 2022 Outlook*, June 2022.

- Le niveau des stocks pour le blé se concentre principalement en Chine (50% des stocks, environ 130 Mt) puis chez les 8 principaux pays exportateurs (environ 60 Mt). Mais hors Chine, les stocks mondiaux de maïs, de blé et d'orge sont attendus au plus bas depuis 2012. Le ratio stock sur consommation frappe par sa faiblesse 15 %, soit son plus petit niveau depuis 1996. Les stocks stratégiques publics sont donc partout très bas, sauf en Chine et en Suisse, seul pays du continent européen à entretenir cette sécurité spécifique. C'est aussi cette réalité qui explique la tension sur les marchés et une volatilité qui s'explique en partie par l'asymétrie de l'information et par un affaiblissement des régulations sur les marchés à terme¹⁹. Inévitablement, la question des stocks stratégiques céréaliers sera le plus souvent développée sous un prisme géopolitique avec la Chine comme élément pivot.

Évolution des stocks de céréales dans le monde sans ceux de la Chine

Source : Argus, Agritel



- Le sujet des stocks stratégiques et de leur gestion est réapparu vigoureusement lors de la flambée des prix 2009-2010. La création d'AMIS avait pour objectif d'apporter de la transparence sur les marchés mondiaux et éviter la spéculation agressive sur ces mêmes marchés. La question des stocks et de leur transparence a fait l'objet d'un travail initial, notamment avec la délégation chinoise. Néanmoins, les réflexions sur la mise en œuvre de stocks de réserve n'avaient pas abouti dans la mesure où, pour assurer les équilibres entre offre et demande, la confiance dans le rôle des forces du marché primait sur des dispositions considérées comme trop interventionnistes. Depuis, les travaux d'AMIS se sont portés de plus en plus sur l'amélioration des prévisions de production (avec GEOGLAM) et le sujet des stocks, particulièrement sensible sur le plan politique, est resté un peu en arrière-plan²⁰. Il faut indiquer que la question des stocks publics de sécurité alimentaire sont régulées par l'OM dans un sens qui restreint fortement le recours des pays à ce type d'instrument, avec comme corollaire des volumes alors insuffisants quand des crises surviennent. Des négociations ont lieu depuis 2012 à l'OMC, sous l'impulsion du G33 (dont Chine et Inde), pour modifier ces règles.

¹⁹ Steve Suppan, "Wheat futures prices and the war on regulation", Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), 16 mars 2022

²⁰ Galtier, F., 2017. Looking for a Permanent Solution on Public Stockholding Programmes at the WTO: Getting the Right Metrics on the Support Provided. E15 Initiative. Geneva: International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) and World Economic Forum

- Techniquement, l'appréciation du niveau des stocks reste une variable d'ajustement dans les bilans globaux plus qu'un volume identifié. Ceci est vrai pour les pays importateurs comme pour les exportateurs. Par exemple, il n'est pas rare de voir l'UE corriger ses stocks de fin de campagne 1 à 2 mois après la fin de la campagne de commercialisation. Outre le manque de transparence sur l'état des stocks chez certaines puissances (agricoles ou non), le défi serait aussi d'améliorer la connaissance sur les stocks dans les pays importateurs, qui partagent souvent trop peu d'informations (aussi pour ne pas susciter de peurs éventuelles à domicile en cas d'annonce de stocks bas...) et qui n'ont pas toujours les outils nécessaires pour faire de telles évaluations (cette problématique de collecte des données a été particulièrement observée dans le cadre des travaux de MED-Amin, réseau méditerranéen des marchés agricoles, mis en place par les 13 États membres du CIHEAM, pour compléter le dispositif AMIS). A cela s'ajoutent les inconnues grandes qui demeurent à propos des stocks privés, et ce, dans tous les pays du monde.

- Améliorer la déclaration des stocks, y compris privés, est nécessaire mais demande une volonté politique. Les incertitudes sur les stocks sont importantes. Elles font monter les prix et augmentent leur volatilité. Une meilleure information limiterait ces hausses. Sans doute conviendrait-il de fixer des objectifs de gestion de stocks stratégiques, non pas mondiaux, mais régionaux, pour en faciliter la mobilisation en cas de besoin. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, certains pays disposent de stocks publics mais ils s'avèrent sous-dimensionnés, représentant à peine 1% de la consommation céréalière du pays. La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a créé une réserve régionale qui est un stock mutualisé (dans lequel chaque pays touché par une crise peut bénéficier sur demande). La CEDEAO a aussi défini une stratégie articulant les stocks de proximité (gérés par les communautés villageoises ou les municipalités), les stocks publics nationaux et la réserve régionale. Cette stratégie prévoit de faire passer la taille des stocks publics nationaux de 350 000 à 840 000 tonnes et la réserve régionale de 30 000 tonnes (sa taille actuelle) à 400 000 tonnes (ceci reviendrait à pouvoir couvrir 3% des besoins de consommation de la région). Cette stratégie avait bénéficié du soutien de l'UE ces dernières années (Division INTPA) mais cet appui financier vient de se terminer. Or le dispositif de la CEDEAO a déjà fait ses preuves (notamment pendant la famine qui a touché le nord-est du Nigeria en 2016-2017. Et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) a manifesté son intérêt pour un dispositif similaire.

- La perspective d'interventions concertées par des ventes supposerait donc de créer au préalable un système de réserves publiques coordonnées de céréales ce qui n'est pas envisageable au moment de la crise et de prix élevés et volatiles. Un tel système pourrait-il être mis en œuvre et à quel coût ? Et ne dissuaderait-il pas le stockage privé ? Détourner les céréales de l'alimentation animale et de l'utilisation industrielle, par l'utilisation d'options, pourrait être un moyen moins coûteux d'obtenir des grains disponibles lorsque les pics de prix se forment. Il faudrait aussi que les stocks libérés bénéficient en priorité aux pays en situation alimentaire précaire. La perspective d'une coordination entre États exportateurs et l'allocation aux états importateurs (quels volumes ? quelle répartition ?) ouvre un vaste champ de négociations et pose des difficultés considérables pour l'obtention d'un consensus dans un contexte géopolitique international très dégradé. Il serait possible de mobiliser des modèles multi-agents pour explorer des possibles et continuer le travail multilatéral pour limiter la volatilité des prix agricoles liée à des décisions politiques (interdictions des exportations, stockage stratégique national, mesures protectionnistes excessives).

- A ce titre, il serait utile de soutenir plus fortement AMIS et de la remobiliser sur le travail d'amélioration d'identification des stocks, en associant davantage le secteur privé et surtout les opérateurs du négoce international. Or le financement d'AMIS est insuffisant, manque de continuité et dépend de plus en plus de certains pays, dont la Russie. Par ailleurs, GEOGLAM contribue à AMIS et mériterait un soutien accru pour passer d'une évaluation qualitative à une évaluation semi-quantitative du développement de chaque culture permettant d'améliorer la transparence des marchés. La recherche pourrait être mobilisée sur le développement d'AMIS et de GEOGLAM en lien avec d'autres systèmes d'information comme le *Food system dashboard*.
- Enfin, une réflexion devrait être proposée à propos des « stocks en mer ». 80% du commerce mondial de céréales passent par la mer. Or cette dimension maritime de la sécurité alimentaire n'est pas assez évaluée à la hauteur des enjeux géostratégiques qu'elle pose²¹. Pour certains pays, savoir qu'un bateau de blé arrive ou se situe au large du port, c'est un gage de sécurité. Le sujet des stocks étant crucial, il faut aussi regarder ce stock roulant sur mer pour bien mesurer les dynamiques géopolitiques de la sécurité alimentaire et du commerce agricole. Dans cette perspective, une attention devra être portée dans la décennie 2020 sur les intentions de la Turquie avec le développement du canal d'Istanbul, qui pourrait modifier la donne au niveau des exportations de la mer Noire, transitant actuellement et librement par les détroits du Bosphore et des Dardanelles.

4. L'articulation entre les usages alimentaires et l'énergie

Il existe un lien fort et asymétrique entre le prix des énergies fossiles et celui des céréales (maïs-blé). Quand le prix des énergies fossiles augmente, le prix des céréales est fortement tiré vers le haut. Quand le prix des énergies fossiles baisse, le prix des céréales baisse jusqu'à un certain niveau puis se stabilise (on observe un « plancher »). Les transitions agricoles et alimentaires doivent être paramétrées en prenant, de concert, l'ensemble des besoins, des demandes et des coûts de la relation « alimentation-énergie ». Le passage à des agrocarburants de seconde ou troisième génération doit sans aucun doute être accéléré et mis à l'échelle en parallèle avec les initiatives de décarbonation des activités. Néanmoins, plusieurs éléments factuels et considérations doivent être soulignés :

- La canne à sucre et le maïs sont les principales matières premières agricoles utilisées pour fabriquer de l'éthanol, surtout aux Etats-Unis et au Brésil : environ 176 Mt de Maïs devrait être utilisées en 21/22 pour une consommation mondiale de 1200 MT de Maïs contre 162 MT de Maïs en 2015/2016 destinée à la production d'éthanol. Les principaux producteurs mondiaux d'éthanol sont les États-Unis, le Brésil, la Chine puis l'UE et l'Inde. La situation est plus complexe pour le biodiesel qui est issue de matières grasses végétales et animales en première utilisation ou recyclées. La situation est très différente entre les principaux pays producteurs (USA, Brésil, Argentine et UE). Le Brésil et l'Argentine utilise principalement l'huile de soja alors que pour les Etats-Unis et l'Europe, un mixte entre huiles végétales et animales plus complexe à suivre. Le secteur des agrocarburants bénéficie d'un soutien public important et principalement via le mandat d'incorporation, les types de matières premières pour produire de l'éthanol ou du biodiesel vont donc varier en fonction de leur prix et de leur ratio de transformation.

²¹ Sébastien Abis et Julia Tasse, *Géopolitique de la mer*, Eyrolles et IRIS Éditions, 2022

La question de l'interdiction des biocarburants est souvent évoquée sans pour autant avoir un chiffrage exact des matières premières utilisées et une identification des chaînes causales variées par région.

- A première vue, si le plus efficace semblerait d'agir à la source en essayant d'alléger la tension actuelle sur les marchés internationaux par une limitation ou interdiction de l'usage de céréales ou oléagineux dans la production de biocarburants et/ou interdire la production d'éthanol, biodiesel. Cette approche mériterait une étude approfondie car les chaînes de valeurs de plusieurs secteurs connexes (y inclus élevage par défaut de coproduits moins coûteux, sucre avec fermeture de sucrerie) peuvent être impactées négativement dans un contexte de coûts de production élevés ainsi qu'une possible substitution dans le commerce mondial de l'éthanol et du biodiesel.
- L'équation s'avère encore bien plus complexe, car l'offre énergétique est aussi stratégique, à plus forte raison dans ce contexte de guerre en Ukraine et de sanctions avec la Russie pour les pays occidentaux. Aux Etats-Unis, le maïs étant la principale céréale utilisée (qui est moins tension à ce stade sur les marchés mondiaux), l'arbitrage de la Maison Blanche a maintenu le mandat sur l'incorporation de biocarburants afin de contenir la hausse du prix de l'essence à la pompe pour les ménages américains. Côté européen, la situation est très différente. L'UE fixe à 7% l'incorporation de biocarburants dans les carburants, éthanol ou biodiesel. Seuls 2 à 3% des surfaces agricoles de l'UE27 servent actuellement à produire des carburants. Une modulation de l'incorporation dans les carburants aurait un potentiel limité en France et dans le reste de l'UE pour l'éthanol car le blé destiné à la production d'éthanol représentait moins de 3 MT en 2021/2022 et souffre de problème de normes de qualité pour accéder aux marchés tiers.
- Le marché des huiles végétales est lui plus tendu que celui des céréales due à une mauvaise production de colza au Canada en 2021, une baisse globale de la production d'huile de palme (même avant l'interdiction d'exportation du gouvernement indonésien) et la baisse potentielle de production de tournesol (Ukraine et Russie 90% des exportations mondiale) en mer Noire. Dans ce contexte, un suivi particulier du marché des huiles végétales et de leurs différents débouchés sera important pour mieux ajuster au contexte de mix énergétique recherché et d'atténuation de la dépendance aux énergies fossiles.

Au travers de ses politiques, l'UE compte sur les productions végétales pour fournir des carburants à même de nourrir la décarbonation de son économie mais aussi de favoriser une économie favorisant la réutilisation des matières premières. Les filières de production de biocarburant génèrent en outre des coproduits utiles pour le secteur de l'élevage. Il conviendra donc de suivre dans quelle mesure les éventuelles évolutions de décisions politiques au niveau européen et mondial continueront à assurer une complémentarité entre les vocations alimentaires et énergétiques. Dans cette perspective, il importe de bien distinguer la situation prévalant aux Etats-Unis (grand producteur d'agro-carburants) et celle, très différente, dans l'UE. S'il est sans doute légitime en période de crise alimentaire de s'interroger sur l'usage non-alimentaire des productions agricoles, il est essentiel de regarder quel impact une réduction du prix du maïs aurait sur le marché mondial du blé destiné à l'alimentation humaine.

5. Le développement de la sécurité alimentaire en Méditerranée et en Afrique

Alors que la dépendance de l'Afrique aux marchés internationaux s'accroît tendanciellement (la part des importations dans la consommation est passée de 10 % en 1975 à 20 à 25 % aujourd'hui), le défi de l'augmentation de la production agricole africaine (et des conditions sécuritaires, techniques, financières pour la favoriser), se pose avec acuité. Les réponses à plus long terme à ces crises exigent que les gouvernements harmonisent leurs stratégies pour construire des systèmes alimentaires plus résilients, y compris ceux qui donnent la priorité à la diversité - dans les systèmes de production, les marchés et les régimes alimentaires - afin de mieux gérer les risques croissants tels que la guerre, le climat et les maladies, qui menacent les systèmes alimentaires et la sécurité nutritionnelle. La dépendance de la région sud-méditerranéenne et de certains pays d'Afrique aux importations agricoles devrait cependant continuer à croître sous les effets conjugués de l'expansion démographique, des évolutions des régimes alimentaires, des effets du changement climatique, de la tension hydrique et foncière et des instabilités sociopolitiques probablement appelés à perdurer dans ces espaces²².

Les capacités des États et la résilience des sociétés au Sud de la Méditerranée et en Afrique sont mises à l'épreuve d'un choc de l'offre qui augmente les risques alimentaires. Parallèlement, les débats se polarisent sur les transformations agricoles en Afrique, mais aussi à l'échelle mondiale, tandis que les enjeux de souveraineté et de dépendance à l'extérieur du continent reviennent en haut de l'agenda. Si les risques d'insécurité alimentaire sont bien réels pour les ménages africains, il ne faut cependant pas que la crise en Europe de l'Est fasse écran aux vrais défis de l'agriculture et de l'alimentation en Afrique. L'enjeu est d'augmenter la production en Afrique, de sorte que le continent puisse nourrir sa population qui va doubler d'ici à 2050²³. Il faut le faire tout en prenant soin de préserver la durabilité des écosystèmes.

Indépendamment des questions commerciales et des échanges agricoles qui resteront déterminants pour répondre à certaines demandes et réduire les risques d'insécurité alimentaire dans ces pays, plusieurs dynamiques de développement endogène doivent être encouragées :

- Les politiques agricoles et alimentaires doivent plus que jamais cibler les questions de pauvreté rurale et urbaine et conjuguer des mécanismes identifiés pour réduire cette dépendance : augmentation de la productivité agricole, capacités de transformation agro-industrielle des productions et insertion sur les marchés de consommation grâce à des renforcements majeurs en terme de logistique (routes, stockages, chaîne du froid), modération des évolutions des régimes alimentaires, réduction des pertes et gaspillages, renforcement de la sécurité humaine collective et individuelle. La résilience agricole face au changement climatique passe donc par la mise à l'échelle d'une myriade de micro-initiatives et le renforcement d'acteurs locaux.
- Réduire l'endettement et soutenir des ajustements structurels des pays importateurs. Cette question est générique mais se pose de manière aiguë avec le coût excessif des importations alimentaires pour les pays les plus pauvres et les plus dépendants. Or, des taxes portant sur ces importations fournissent une contribution importante au budget de ces Etats, qui pour certains financent la consommation de matières de base (par exemple, farine, sucre, huiles végétales au Maroc). Ces subventions limitent les risques d'émeutes

²² Marty P., Manceron S., Le Mouël C., Schmitt B. (2017). Le système agricole et alimentaire de la région Afrique du Nord – Moyen Orient : Une analyse rétrospective (1961-2012). *Revue d'Economie Régional et Urbaine*, 3, 427-456.

²³ Kako Nubukpo, « L'enjeu est d'augmenter la production agricole en Afrique », *Le Monde*, 1^{er} avril 2022

de la faim, mais renforcent les déséquilibres alimentaires (à l'extrême, seul l'apport calorique est subventionné). Des ajustements structurels doivent viser la stabilité des états dans le respect des droits de l'homme (réduire l'endettement avec des conditionnalités), le renforcement des agricultures locales (ne pas dériver vers une aide alimentaire créant un dumping, ou vers des importations inutiles), des filets de protection sociale, et le soutien à une alimentation saine et durable.

- Transition agroécologique, restauration des sols dégradés et des ressources en eau. Dans les pays vulnérables, la sécurité alimentaire repose beaucoup sur des périmètres irrigués. Or, les niveaux des nappes baissent régulièrement sous l'effet du changement climatique et d'une surexploitation des aquifères (pour l'irrigation, mais aussi pour le tourisme, des usages urbains, etc.). Même dans des zones sèches, des stratégies agroécologiques ont prouvé leur efficacité pour produire avec de bons rendements en restaurant les sols et leur capacité de stockage de l'eau. Ces stratégies reviennent à renforcer la couverture et les apports de matière organique au sol. Elles sont hautement compatibles avec une diversification de la production alimentaire (légumes, fruits, noix...) et vont dans le sens d'un renforcement des protéines végétales. Les pas de temps de cette restauration sont longs : 5 à 20 ans. Il faut donc dé-risquer la transition vers l'agroécologie. Des produits d'assurances ou de paiement pour services écosystémiques, tenant compte du risque climatique et modulant les primes en fonction du niveau de transition agroécologique, seraient utiles. Favoriser le développement des protéines végétales en Afrique et de leur contribution aux régimes alimentaires et pour l'élevage passe en partie par l'initiative de la Grande Muraille Verte (GMV). Il apparaît que le développement des cultures protéagineuses, et principalement les légumineuses, dans la zone considérée apporterait un concours précieux aux objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle, environnementale et de lutte contre la désertification, de création d'emplois et de revenus et générant ainsi de nouvelles opportunités de développement durable à fort caractère socio-économique.
- Investir dans les protéines végétales pour l'alimentation humaine (plutôt que pour l'alimentation animale). L'occidentalisation des régimes alimentaires dans la région sud-méditerranéenne et en Afrique subsaharienne doit être repensée pour promouvoir le rôle des protéines végétales dans l'alimentation humaine. Des programmes conjoints d'innovation avec la région MENA portant sur les protéagineux de sélection, d'agronomie, de protection agroécologique, de transformation et de nutrition permettraient de rééquilibrer les régimes alimentaires avec des bénéfices pour la santé, les sols, les ressources en eau, la balance commerciale des pays concernés. De plus, ces légumineuses fixatrices d'azote permettent de réduire la dépendance aux engrais minéraux azotés.
- Renforcer l'accès économique des petits agriculteurs aux engrais. Leurs coûts ayant flambé, un soutien à l'usage d'intrants serait nécessaire à court terme pour éviter des baisses de rendements. Cette approche doit s'accompagner à moyen terme d'une accélération de la transition agroécologique qui vise également à réduire la dépendance face à ces intrants. Dans toutes les situations, et encore plus à l'aune de la crise en cours, le rôle des engrais dans l'intensification agroécologique de la production locale est central. Difficiles d'accès pour les petits producteurs familiaux (prix en forte hausse), ils constituent néanmoins un levier incontournable à la production. Le recours à leur usage raisonné est envisageable dès lors que les doses appliquées ne provoquent pas d'impacts environnementaux néfastes. Ces conditions peuvent être réunies en optimisant les ressources disponibles (transferts agriculture-élevage) et l'efficacité des processus écologiques.

- La mécanisation est trop peu répandue (et marquée par un recul de la traction animale), alors qu'elle améliore la productivité du travail, son attractivité pour les jeunes. Son usage n'est pas sans risque car cela nécessite des pratiques et des instruments adaptés (sols fragiles, faibles possibilités d'investissement des producteurs). Le recours à une petite motorisation, coopérative, adaptée aux conditions de culture, durable (formation et maintenance) et frugale en énergie fossile est une solution à explorer (ainsi du modèle sud-est asiatique). Le développement d'une petite motorisation, pour être viable et s'inscrire dans la durée, doit intégrer l'ensemble des critères nécessaires à la construction d'un écosystème d'acteurs au sein d'un territoire. Du fait de la diversification d'activités croissantes en milieu rural, l'effort d'investissement en matière de motorisation peut également porter sur des petits équipements non agricoles indispensables à l'émergence de petites polarités urbaines (bourgs) avec une double fonction d'amélioration des revenus et d'ancrage dans la ruralité (frein à l'exode rural).
- Développer le rôle anti-pauvreté du pastoralisme. L'élevage constitue une activité incontournable pour la valorisation de zones sèches et impropres à la culture. Les déjections animales permettent de recycler les nutriments et de fertiliser les sols. Face à l'amplification des extrêmes climatiques, la mobilité des troupeaux doit pouvoir être préservée en travaillant à limiter les conflits éleveurs-agriculteurs. Des élevages agroécologiques valorisant les ressources fourragères locales (arbres fourragers notamment) permettent un apport de protéines animales pour la nutrition humaine peu consommateur de grains. Le pastoralisme est l'un des plus puissants filets de sécurité en zone rurale. Les investissements en santé animale, en génétique animale et en sylvopastoralisme peuvent avoir un impact important. Un des défis, en Afrique, pour demain, en termes de gouvernance, consistera assurément à faire cohabiter les activités pastorales et agricoles.
- Limiter le recours à des élevages hors sol très importateurs de grains. Ce type d'élevage se développe surtout en zone péri-urbaine, à proximité des ports d'importation, et souvent à destination des catégories les plus aisées. Il ne s'agit pas d'une solution compatible avec la forte dépendance aux importations et elle est assez peu efficace en termes de sécurité alimentaire (faible efficacité de conversion des protéines végétales, produits peu abordables pour les plus pauvres).

ANNEXES

- 1. Dynamiques mondiales des marchés en blé**
- 2. Estimations des productions agricoles pour 2022 en Ukraine**
- 3. Tensions sur les engrais en Europe et en France**
- 4. Rôle du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale et recommandations de son interface science politique (HLPE) au sujet des implications de la guerre en Ukraine**
- 5. S'appuyer sur les opérations et visions de l'accélérateur de la Grande Muraille Verte (GMV)**

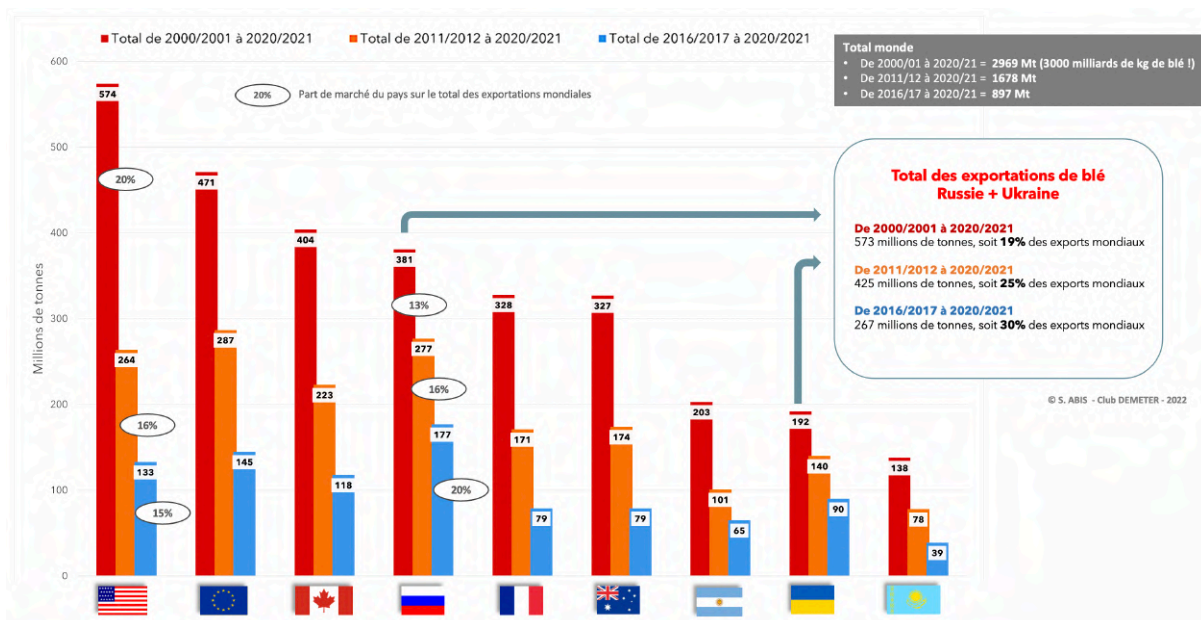
1 - Dynamiques mondiales des marchés en blé

Le blé est l'un des produits clefs de la sécurité alimentaire mondiale. Des milliards de personnes en consomment chaque jour sous différentes formes. Cette céréale, qui sert principalement à fabriquer de la farine et du pain, des pâtes et de la semoule, entre également dans la composition de toute une série d'aliments de notre quotidien (biscuits, viennoiseries, pâtisseries). La demande en blé s'est mondialisée avec l'urbanisation et l'évolution des pratiques alimentaires. Sa culture reste cependant localisée dans des territoires bénéficiant de la présence de l'eau, de sols fertiles et d'un climat tempéré. Cette plante ne peut pas pousser partout sur la planète.

Très rares sont les pays qui peuvent aujourd'hui à la fois produire du blé et en exporter. Si la Chine et l'Inde sont les deux premiers producteurs mondiaux, ils n'exportent pas de blé vue la taille de leur population, à la différence de la Russie, des États-Unis, de l'Australie, du Canada, de la France, de l'Argentine, de l'Ukraine et du Kazakhstan, ces 8 pays qui réalisent à eux seuls 80% de l'exportation mondiale²⁴.

Exportations cumulées des puissances mondiales en blé depuis le début du 21^{ème} siècle

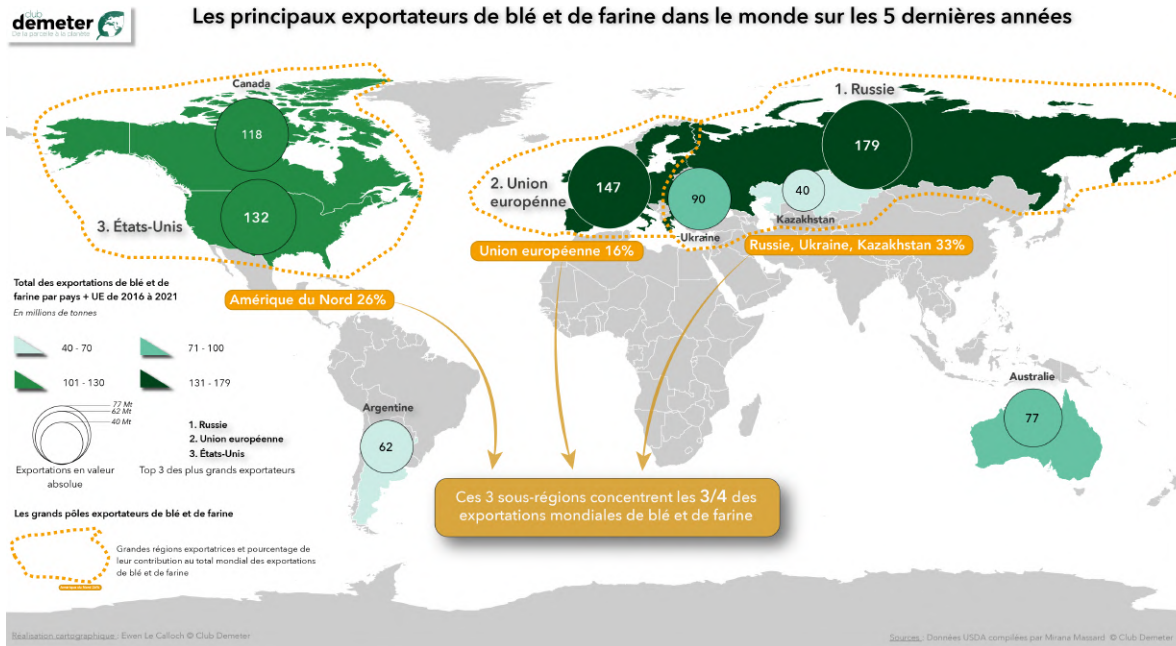
Source : Club DEMETER / USDA



²⁴ Pour plus de statistiques sur les marchés céréaliers mondiaux, se rendre sur le site du Centre international des céréales (CIC) et sa base de données : <https://www.igc.int/en/default.aspx>

Les puissances exportatrices de blé dans le monde de 2016 à 2021

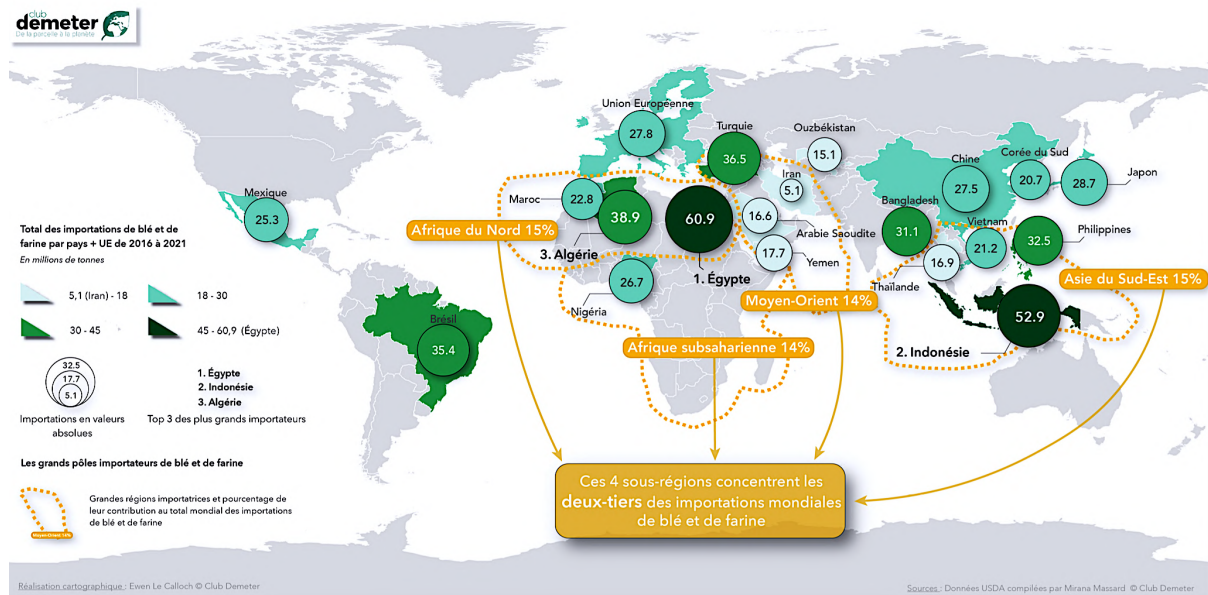
Source : Club DEMETER



A l'inverse, le nombre de pays qui doivent importer du blé ne cesse d'augmenter. L'Égypte et l'Indonésie en sont les deux plus gros acheteurs mondiaux (plus de 60 Mt de blé importé par l'Égypte au cours des 5 dernières campagnes, soit un rythme mensuel moyen d'1 Mt, ou pour le dire autrement 30 millions de kg de blé par jour...). Depuis le début du 21^{ème} siècle, un élément fondamental s'observe en termes de dépendances structurels aux importations : l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (ANMO) concentre 30% des achats mondiaux alors que la zone pèse pour 4% de la population du globe. Si l'on regarde les importations depuis 5 campagnes, quatre régions du monde polarisent à elles seules les deux tiers des achats de la planète.

Importateurs mondiaux de blé de 2016 à 2021

Source : Club DEMETER / USDA



En raison de la croissance démographique, les besoins en blé se sont amplifiés. La consommation dans le monde est passée de 330 à 780 millions de tonnes (Mt) sur les 50 dernières années. Pour rappel, la consommation n'était que de 600 Mt au début des années 2000. Depuis deux décennies, le poids du commerce s'intensifie : 100 Mt au début du siècle (soit 15% de la récolte/consommation mondiales) mais 190 Mt désormais (soit 25%). Au total, ce sont 3000 Mt de blé qui ont été exportées dans le monde au cours des deux dernières décennies, dont 900 Mt pour les cinq dernières campagnes uniquement (2016/2017 à 2020/2021). Ainsi donc la mobilité du blé, tout autant que sa production, devient-elle une question stratégique. L'état des récoltes, quand bien même il correspondrait à l'état des consommations, ne suffit pas pour assurer une sécurité céréalière : le déplacement du grain et donc le rapprochement de l'offre et de la demande s'avère capital.

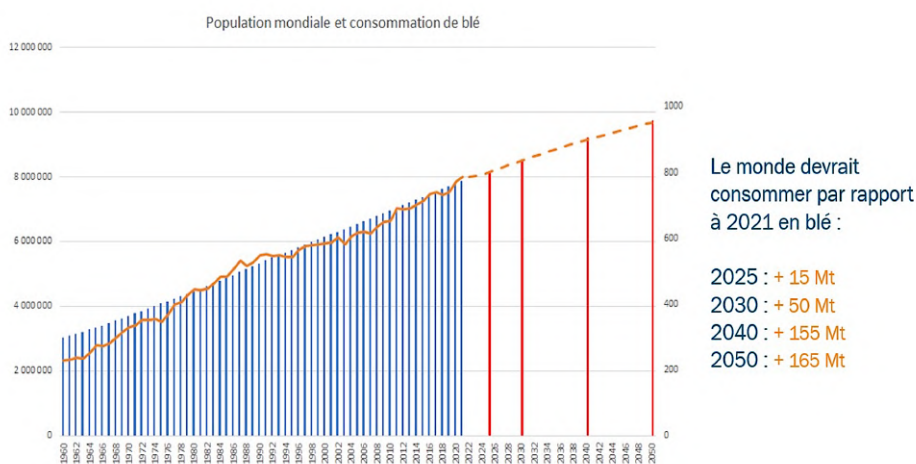
Outre l'évolution de la demande, la dernière décennie a été marquée par une montée en puissance de la consommation en Asie des produits issus du blé (plus de 50% désormais du blé consommé dans le monde), un commerce mondial focalisé de plus en plus sur le blé panifiable et surtout la centralité retrouvée de la mer Noire (Russie et Ukraine principalement) comme source d'approvisionnement de blé à prix très compétitif. Cette mer Noire qui fait plus du tiers de l'exportation mondiale de blé si l'on ajoute les États membres de l'UE (Roumanie et Bulgarie) à la Russie et à l'Ukraine.

Le marché global du blé se trouve dans une situation paradoxale depuis 5 ans. Le ratio stock sur utilisation s'est amélioré mais le flux est devenu de plus en plus tendu. En effet l'évolution de ce ratio est principalement liée à la politique de stock stratégique de la Chine (50% des stocks mondiaux). Les stocks des principaux pays exportateurs n'ont eu de cesse de diminuer (ratio inférieur à 15%). Actuellement, il faut 3 à 4 bonnes années successives pour atteindre des niveaux suffisants de stocks dans les principaux pays producteurs.

Si la production tient le rythme, grâce aux progrès mécaniques et scientifiques, elle est aujourd'hui confrontée aux changements climatiques. Il va falloir produire dans les prochaines décennies en réduisant l'empreinte des activités agricoles sur les écosystèmes et l'environnement tout en relevant le défi des rendements. Les récoltes en blé peuvent varier fortement d'une année à l'autre dans certains pays et certaines limites de production font craindre des écarts importants entre l'offre et la demande à l'avenir. Dans ce contexte, les jeux de puissance pourraient s'accroître. Ils ne sont pas nouveaux, le blé ayant toujours été une ressource stratégique dans les relations internationales. Les projections indiquent que la consommation mondiale annuelle de blé pourrait atteindre 830 Mt en 2030 et tourner autour de 950 Mt en 2050²⁵.

Évolution de la population et de la consommation de blé dans le monde

Source : AGRITEL



²⁵ Voir les projections établies par le CIC : <https://www.igc.int/en/markets/marketinfo-forecasts.aspx>

La hausse du prix du blé liée au blocage des exportations ukrainiennes affecte de façon différentes les pays qui importent cette céréale²⁶. Leur vulnérabilité face à cette hausse des prix dépend :

- d'une part de l'importance du blé importé dans leur alimentation. On peut distinguer ici les pays où le blé apporte plus du tiers des disponibilités caloriques totales et qui en importent plus de la moitié, de ceux pour lesquels le blé est un aliment de complément qui apporte entre 10% et le tiers des disponibilités caloriques et enfin ceux pour lesquels le blé est un aliment marginal qui représente moins de 10% de l'apport calorique total.
- D'autre part la vulnérabilité des pays dépend de leur capacité à payer le surcoût actuel du blé. Certains des pays importateurs de cette céréale sont en effet également exportateurs de produits pétroliers (pétrole ou gaz) dont les prix sont également à la hausse.

Pays pour lesquels le blé contribue un aliment de base (plus du tiers des disponibilités caloriques totales) et qui en importent une part importante (plus de la moitié)

Source : CIRAD sur base FAOSTAT

Pays non exportateurs de produits pétroliers

Ces pays, essentiellement d'Afrique du Nord et de l'Asie de l'Ouest peuvent être considérés les plus vulnérables face à la hausse des prix du blé. Ils totalisent près de 300 millions d'habitants.

Pays	Population 2020 en million d'hab	Consommation de blé		Importation de blé	
		en kcal/pers/j (moy 2018- 2019)	en % des disponibilités caloriques totales	en kg/pers/an	en % de la conso de blé totale
Arménie	2,9	932	31%	105	>90%
Chypre	1,2	961	32%	56	57%
Djibouti	0,9	983	35%	146	100%
Egypte	102,3	1162	35%	106	79%
Georgie	3,9	1044	37%	132	>90%
Jordanie	10,2	824	32%	94	>90%
Liban	6,8	1026	36%	85	65%
Mauritanie	4,6	947	33%	156	>90%
Maroc	36,9	1384	41%	121	60%
Tunisie	11,8	1543	44%	166	83%
Turquie	84,3	1282	34%	102	56%
Yemen	28,8	937	47%	102	87%
TOTAL	294,6				

²⁶ Nicolas Bricas, « Quels pays africains et du Proche-Orient la hausse du prix du blé touche-t-elle le plus ? », Blog de la Chaire Unesco Alimentations du Monde, 25 mars 2022.

Pays exportateurs de produits pétroliers

Bien qu'importants importateurs de blé, ces pays ont une relative capacité à faire face à la hausse de son prix du fait des recettes supplémentaires tirées des exportations de produits pétroliers.

Pays	Population 2020	Consommation de blé		Importation de blé	
	en million d'hab	en kcal/pers/j (moy 2018- 2019)	en % des disponibilités caloriques totales	en kg/pers/an	en % de la conso de blé totale
Algérie	43,8	1393	41%	173	>90%
Azerbaïdjan	10,1	1579	50%	134	75%
Iraq	40,2	1192	46%	32	25%
Libye	6,8	1038	33%	158	>90%
TOTAL	100,9				

Pays pour lesquels le blé constitue un aliment de complément (entre 10% et 33% des apports caloriques totaux) et qui importe plus de la moitié de ce qu'ils en consomment

Source : CIRAD sur base FAOSTAT

Pays non exportateurs de produits pétroliers

Ces pays, essentiellement d'Afrique sub-saharienne, importent des quantités significatives de blé mais celui-ci ne représente pas l'aliment de base. Il est surtout consommé au petit déjeuner et en snack et surtout en ville. Ces pays peuvent substituer en partie le blé par d'autres amylacés. On peut les considérer moyennement vulnérables.

Pays	Population 2020	Consommation de blé		Importation de blé	
	en million d'hab	en kcal/pers/j (moy 2018- 2019)	en % des disponibilités caloriques totales	en kg/pers/an(moy 1018- 20)	en % de la conso de blé totale
Afrique Sud	59,3	475	16%	34	56%
Botswana	2,3	404	16%	47	100%
Cap Vert	0,5	331	13%	34	100%
Congo	5,5	371	17%	35	100%
Gambie	2,3	368	15%	16	100%
Kenya	53,7	285	13%	36	100%
Oman	5,1	575	20%	137	100%
Sao Tome	0,2	458	19%		100%
Sénégal	16,7	324	12%	41	100%
Seychelles	0,01	685	22%	8	100%
Soudan	43,8	542	21%	55	>90%
Zimbabwe	14,8	185	10%	15	100%
TOTAL	204,2				

Pays exportateurs de produits pétroliers

La consommation de blé dans ces pays occupe le même rôle que dans les précédents, mais ces pays disposent de recettes pétrolières supplémentaires. Ils sont peu vulnérables.

Pays	Population 2020	Consommation de blé		Importation de blé	
		en million d'hab	en kcal/pers/j (moy 2018- 2019)	en % des disponibilités caloriques totales	en kg/pers/an
Angola	32,8	244	10%	13	100%
Gabon	2,2	454	17%	50	100%
Nigeria	206,1	195	8%	25	100%

Pays pour lesquels le blé est un aliment marginal (<10% des apports caloriques totaux)

Source : CIRAD sur base FAOSTAT

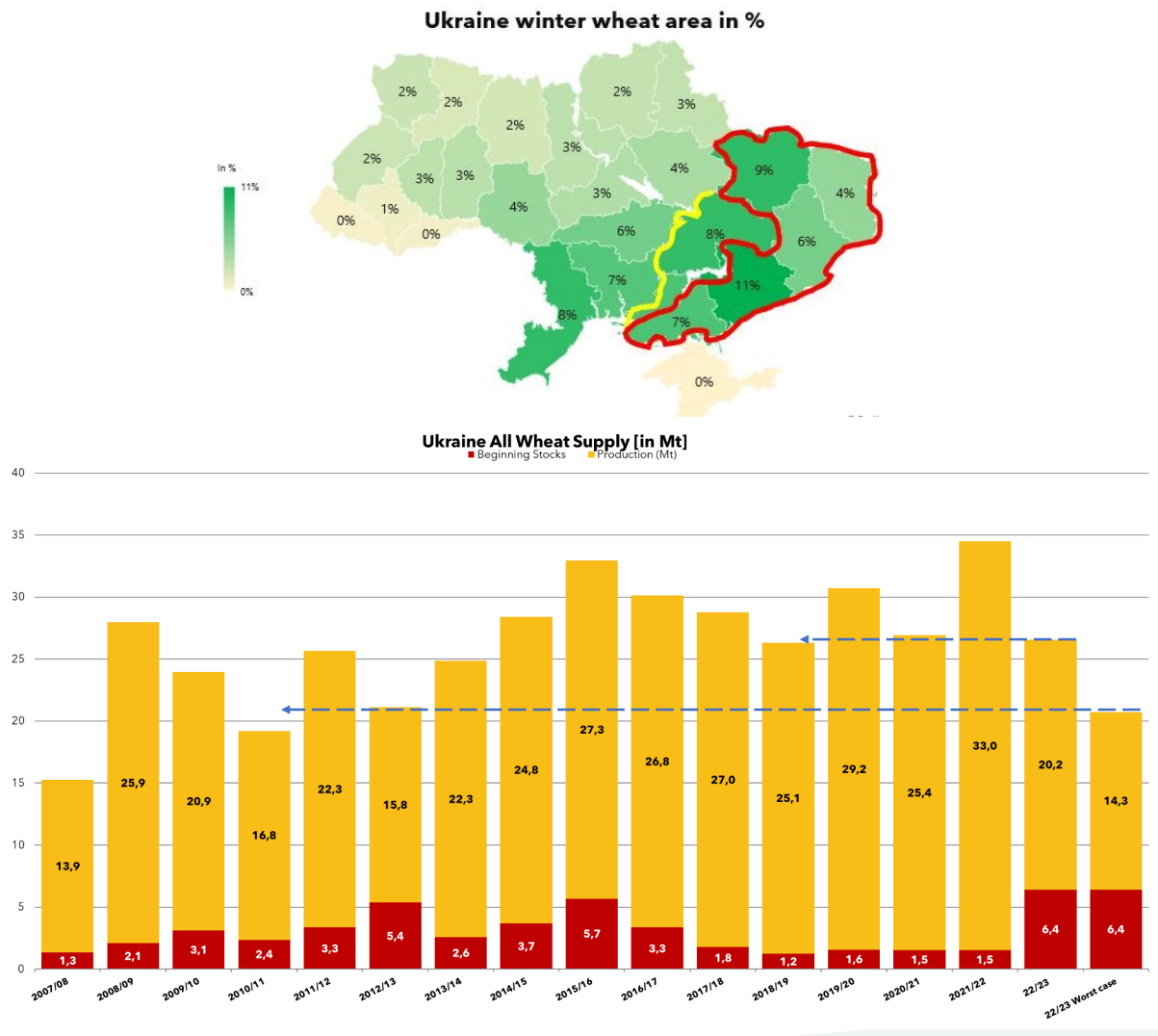
Pays	Consommation de blé		Importation de blé	
	en kcal/pers/j(moy 2018- 2019)	en % des disponibilités caloriques totales	en kg/pers/an	en % de la conso de blé totale
Bénin	117	4%	2	100%
Burkina	103	4%	7	100%
Burundi	60	2%	8	100%
Cameroun	207	7%	30	100%
Centrafrique	24	1%	<1	100%
Comores	192	8%	<1	100%
Côte d'Ivoire	177	6%	25	100%
RD Congo	39	2%	3	100%
Ghana	139	4%	22	100%
Guinée	155	5%	30	100%
Guinée Bissau	115	5%		100%
Lesotho	193	9%	22	100%
Liberia	107	5%	7	100%
Madagascar	108	6%	2	100%
Malawi	57	2%	7	100%
Mali	144	5%	17	100%
Mozambique	170	8%	23	100%
Niger	29	1%	<1	100%
Rwanda	76	3%	12	100%
Sierra Leone	103	4%	1	100%
Tchad	29	1%	2	100%
Togo	131	5%	12	100%
Ouganda	82	4%	15	100%
Tanzanie	126	5%	4	100%
Zambie	65	3%	2	100%

2 - Estimations des productions agricoles pour 2022 en Ukraine

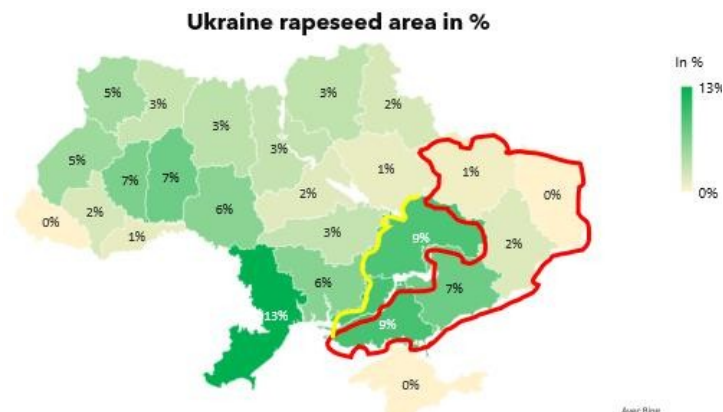
Évaluation au 1^{er} juin 2022 à partir des informations et évaluations d'Agritel (Arthur Portier)

Concernant la production ukrainienne pour 2022, une différence opère entre les cultures d'hiver, déjà semées, et les cultures de printemps dont les semis débutent. Si le blé, l'orge ou le colza sont en terre, la question qui se pose concerne la conduite culturale face à un risque d'approvisionnement en produits phytosanitaires et un risque de récolte. Entre des besoins en fuel couverts selon les régions autour des 40 % et une partie du territoire occupé, l'aptitude de certains exploitants à récolter est remise en cause.

La carte ci-dessous interpelle puisque près de 36 % des surfaces de blé d'hiver se trouvent en zone où la présence russe est importante. Si le courage des agriculteurs ukrainiens n'est plus à prouver, certains agriculteurs ont été contraints de quitter les lieux ou de mettre à l'abri leur matériel de production. Dans ce contexte, deux hypothèses s'ouvrent pour la récolte 2022. La première hypothèse vise à réduire de 20 % les surfaces récoltées en territoire occupé. La deuxième table sur un scénario plus pessimiste avec une baisse de 50 % des surfaces récoltées en territoire occupé et -15 % de surfaces récoltées en territoire « libre », faute de fuel ou de moyens puisque la finance est également au cœur des débats. Dans les deux cas, la hausse des stocks de début liée au ralentissement des exportations sur la campagne actuelle ne compensera pas la baisse de la production.



La donne est sensiblement la même en colza avec près de 30 % des zones de production dans l'Est du pays. A noter qu'entre 90 et 95 % des exportations ukrainiennes de colza vont dans l'UE, donc le risque de production est pesant pour la filière.



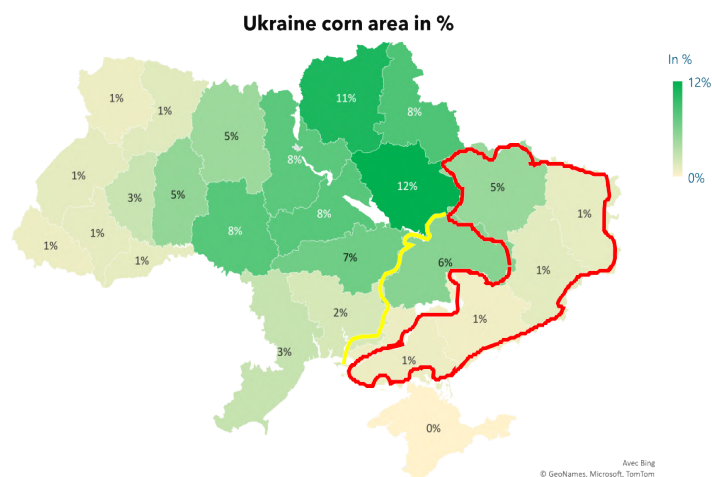
En ce qui concerne les orges, il est difficile de dissocier les orges semées en hiver de celles semées au printemps mais la carte ci-dessous montre qu'une partie des surfaces sont également en territoire où la présence russe est prépondérante.



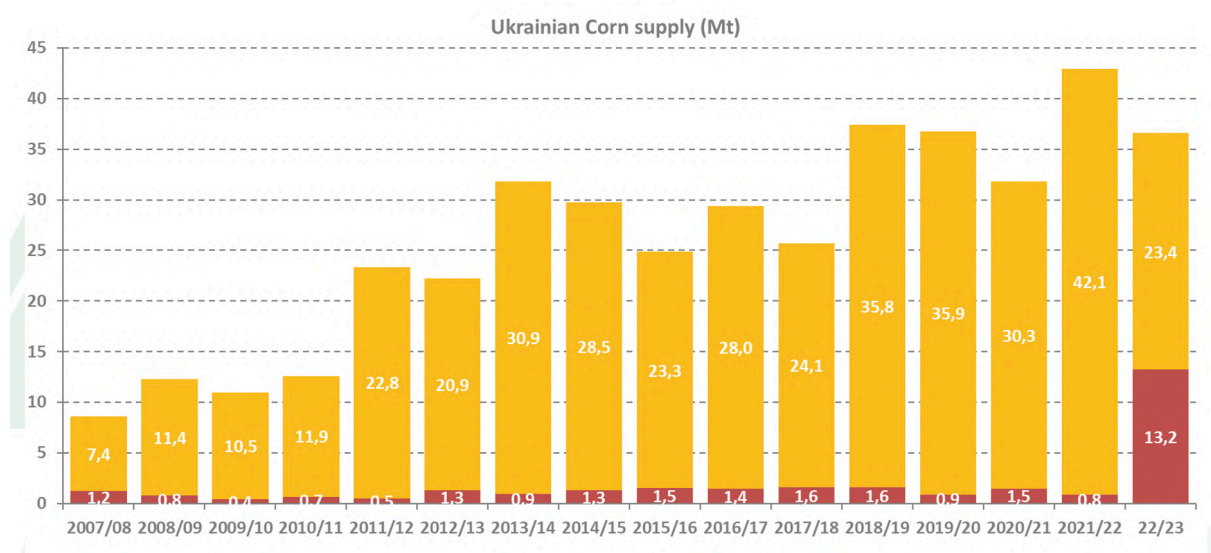
Le risque sur les cultures de printemps comme le maïs, le tournesol ou encore l'orge est bien réel avec des semis qui peinent à se poursuivre selon les zones de production. Il faut dire que les disponibilités des intrants agricoles sont sujettes à discussion avec selon l'Ukrainian Agribusiness club :

- Engrais : Entre 70 % et 80 %
- Semences : De 65 % à 80 % selon les cultures
- Produits phytosanitaires : Autour des 60 %
- Carburant : Autour des 40 %
- Trésorerie : Autour des 40 % de la normale

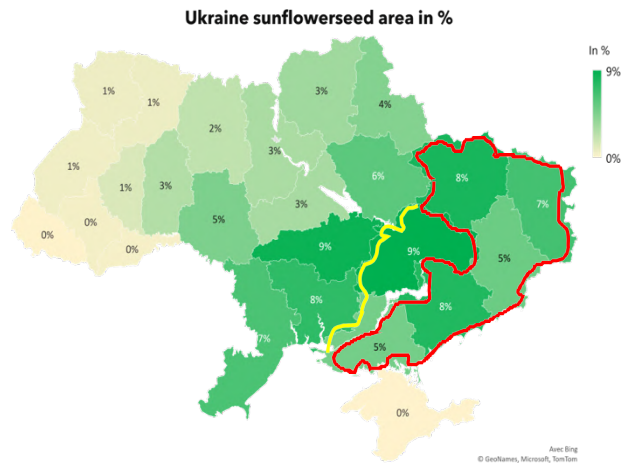
Selon le Ministère ukrainien de l'agriculture, la superficie totale des cultures de printemps pour la récolte 2022 est estimée à 14 millions d'hectares, un chiffre inférieur de 2,9 millions d'hectares par rapport à 2021. A noter que le gouvernement n'affine pas les estimations de surfaces par culture et c'est donc un chiffre global qui est publié. Malgré une nette hétérogénéité dans les couvertures faites par les agriculteurs ukrainiens, notons que la production pourrait nettement baisser l'an prochain. En maïs, environ 10 % des zones sont menacées.



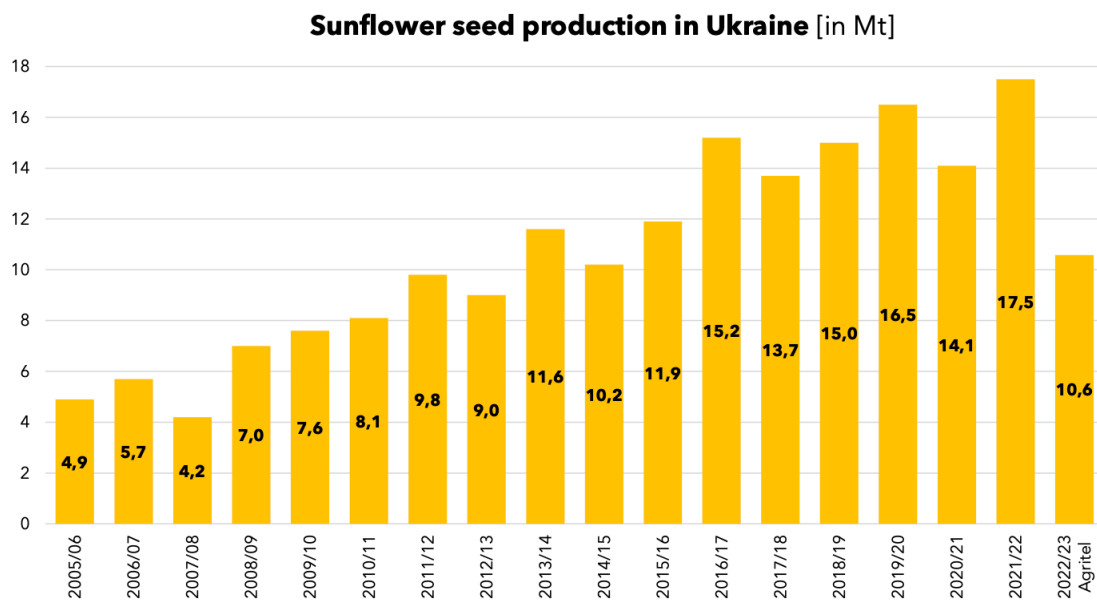
Néanmoins, les semis peinent à démarrer avec 780 000 ha emblavés jusqu'à présent. Les 5,5 millions d'hectares semés l'an dernier ne seront certainement pas atteints, ce qui éloignera sensiblement la production des records de l'an passé. Une nouvelle fois, la hausse du stock ne permettra pas de retrouver des disponibilités intéressantes, tant la baisse de la production s'annonce importante.



De son côté, le tournesol n'est pas épargné par les problèmes avec en sus, 80 % des semences de tournesol qui sont habituellement importées en Ukraine. A la mi-février, date du début du conflit, entre 50 et 60 % des semences étaient importées selon les opérateurs. Une nouvelle fois, l'hétérogénéité sera grande entre les régions et les exploitants. La question du fuel est une nouvelle fois sur le devant avec un dilemme sur la conduite à tenir entre les semis de printemps et la récolte des cultures d'hiver dans les prochains mois. A noter que pour l'Ukraine, environ 33 % des surfaces sont dans l'Est du pays.



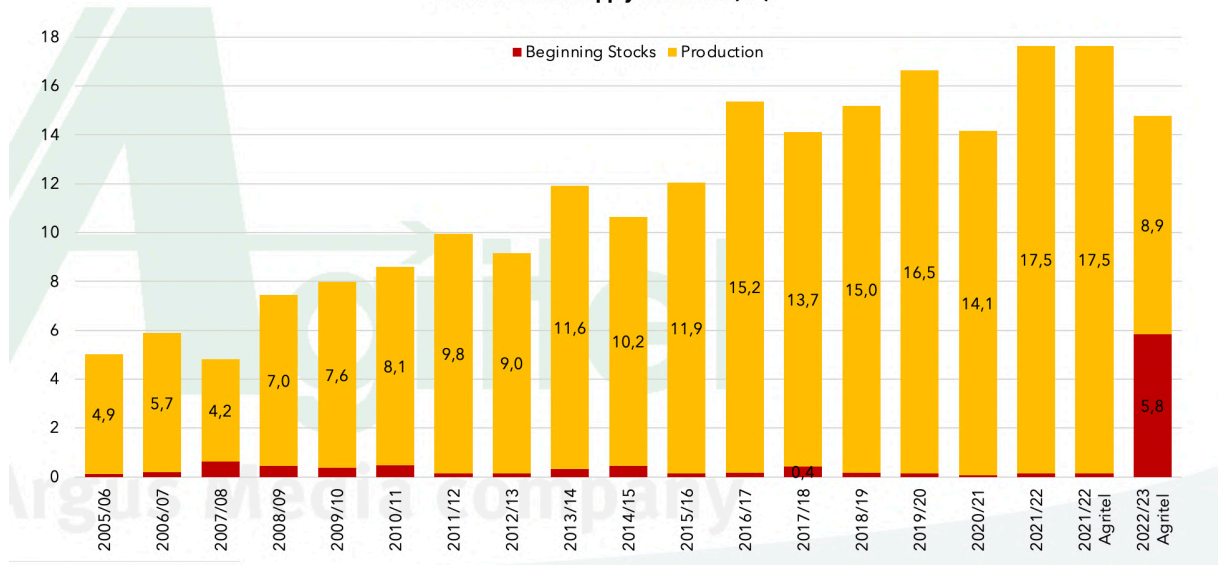
Comme pour les autres cultures de printemps, les semis de tournesol sont sujets à discussion et, pour l'heure, 1,4 million ha sont emblavés. Avec plus de 6 Mha semés l'an dernier, l'Ukraine avait battu un record de production et cette année, les inquiétudes montent.



Enfin sur les orges comme évoqué, il est difficile de dissocier les orges d'hiver des orges de printemps compte tenu de la part importante que concentre les orges de printemps dans la production nationale. Comme pour le tournesol, c'est 33 % des surfaces qui sont en territoire occupé environ, ce qui laisse planer le doute sur les travaux des champs.

Pour ce qui est des orges de printemps, le démarrage des semis fût rapide et désormais, cela plafonne à 840 000 ha. Cela reste loin des 1,5 Mha estimés précédemment, ce qui devrait se ressentir sur la production toutes orges.

Sunflower seed supply in Ukraine (Mt)



3 - Tensions sur les engrais en Europe et en France

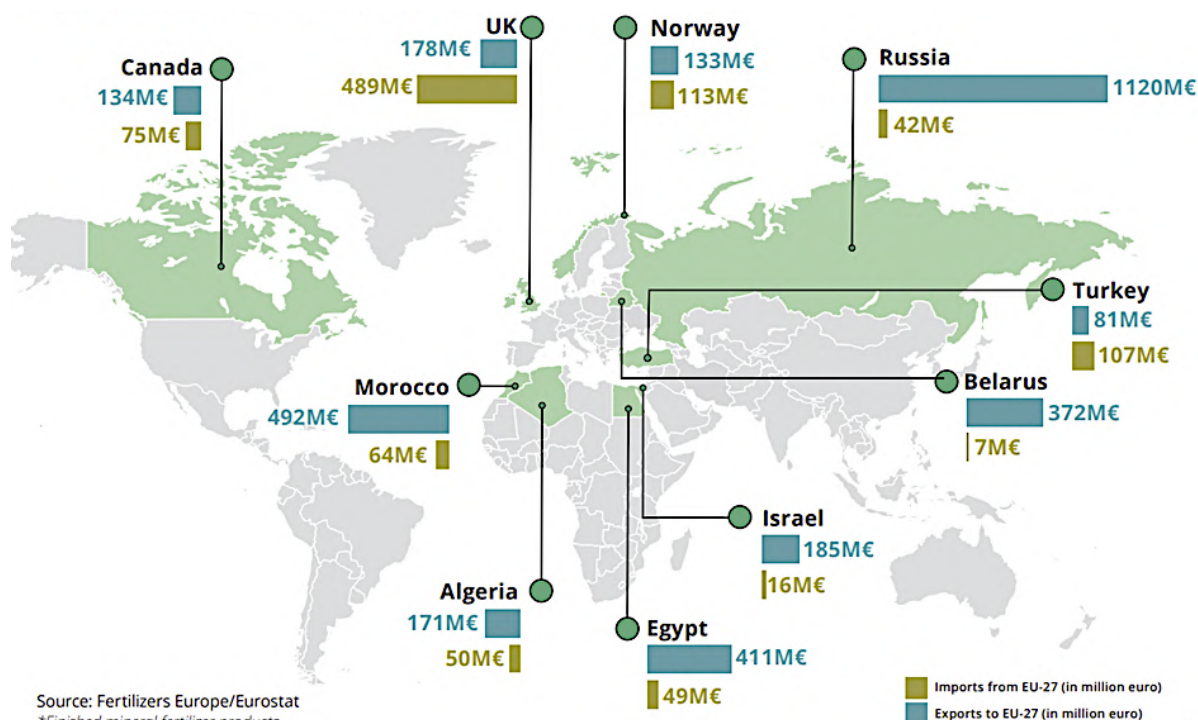
Au niveau mondial, la production d'engrais en 2021 a été de 254 Mt en 2021 : 59% d'engrais azotés, 25% d'engrais phosphatés et 16% d'engrais potassiques. L'UE ne produit que 17 Mt en engrais, soit plus précisément 8% vis-à-vis des engrais azotés produits dans le monde, 3 % pour les engrais phosphatés et 6 % pour les engrais potassiques.

Le secteur des engrais représente dans l'UE un chiffre d'affaires cumulés de près de 10 milliards €. Les 10 principaux pays fournisseurs pour l'UE en 2020 furent :

1. Russie (1,1 milliard €)
2. Maroc (492 millions €)
3. Égypte (411 millions €)
4. Biélorussie (372 millions €)
5. Israël (185 millions €)
6. Royaume-Uni (178 millions €)
7. Algérie (171 millions €)
8. Canada (134 millions €)
9. Norvège (133 millions €)
10. La Turquie (81 millions €)

L'UE et son commerce en engrais en 2020

Source : Fertilizers Europe, Eurostat



5

Avant la guerre, la menace de la Russie de couper l'approvisionnement en gaz de l'Europe à l'automne 2021 a contribué à la hausse des prix des engrais et à l'incertitude sur le marché des engrais. Les prix des engrais ont alors triplé au second semestre 2021. Après une baisse substantielle des prix sur les marchés mondiaux au cours des deux premiers mois de 2022, les prix de l'azote sont à nouveau à la hausse. En revanche, les prix du potassium n'ont pas baissé depuis le début de 2022. C'est principalement pour deux raisons.

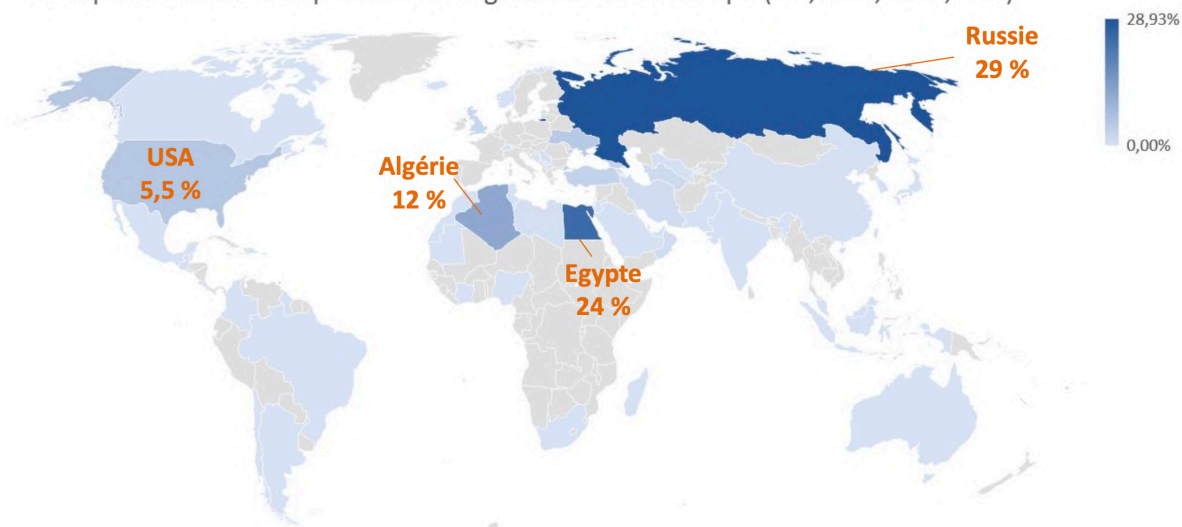
- Le marché du potassium n'est approvisionné que par trois grands mineurs en situation de monopole qui vendent directement aux importateurs et ont donc un contrôle maximal sur la dynamique des prix ;
- Les exportations combinées de potassium de la Russie et de la Biélorussie représentent 40 % des exportations mondiales totales, et la Biélorussie est sanctionnée depuis l'année dernière en réponse à la répression des manifestations par le pays.

Enfin, les prix des intrants agricoles d'origine fossile pèsent sur les coûts de production et les prix agricoles, même si d'autres facteurs comme la baisse des revenus réels des ménages peuvent intervenir dans les évolutions des demandes et donc des prix. La hausse des prix des engrais va contribuer à propager la crise alimentaire en 2022-2023 en réduisant les rendements dans les pays en déficit d'importations d'engrais minéraux azotés. Les implications agronomiques de déficits en potassium sont moins immédiates.

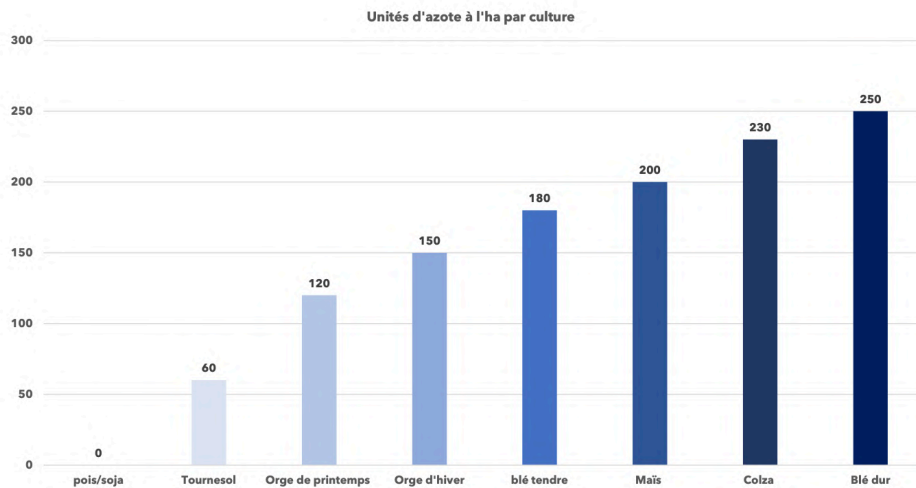
Ces dynamiques mondiales ont une résonance forte en France. Essentiels pour la production et la qualité du grain, les engrais azotés sont dans la tourmente et bouleversent les équilibres des exploitations françaises. Pour revenir aux fondamentaux, il est nécessaire d'avoir du gaz et/ou de l'ammoniac afin de fabriquer de la solution azotée, forme d'engrais utilisé principalement sur la moitié nord de l'Hexagone. Or, la part des produits importés en Europe et en France en provenance de Russie soulève des craintes.

	EU	FR
Gaz naturel	27,4%	21,0%
Ammoniac	35,7%	4,2%
Urée	29,0%	10,8%
Solution azotée	26,4%	22,5%
Ammonitrate	17,1%	0,2%

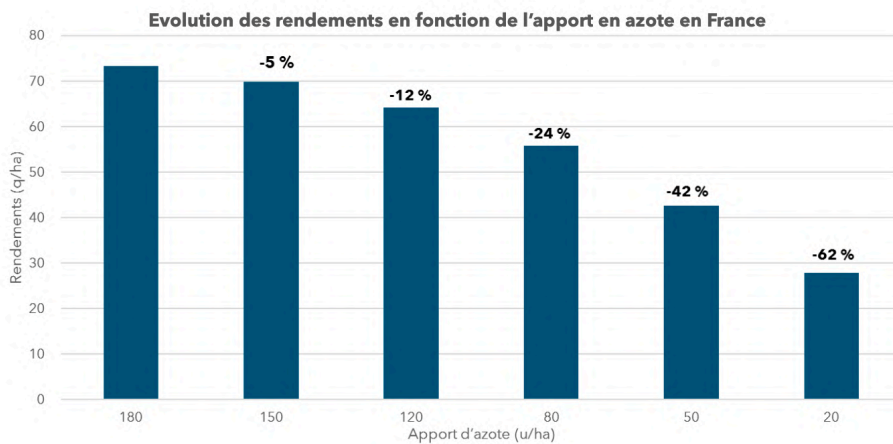
Principales sources d'importation d'engrais azotés en Europe (AN, CAN, UAN, urée)



Face à cette dépendance en provenance de la Russie et à une hausse des prix du gaz débutée avant le conflit, les prix ont flambé dans l'Hexagone, passant de 250 €/t en avril 2021 à plus de 600 €/t pour la solution azotée 30% Fot Rouen. Face à cette hausse, certains producteurs ont décidé de revoir leur assolement. Si bon nombre de cultures étaient emblavées, les semis de printemps étaient encore devant et des changements ont été opérés entre le tournesol et le maïs. Dans ce contexte, le maïs voit son bilan se tendre un peu plus.



Si certaines cultures sont plus impactées que d'autres, toutes ont un risque puisque pour 2023, les outils de production européens restent pénalisés suite au manque de gaz ou d'ammoniaque en provenance de Russie. A noter que pour le blé notamment, l'azote est source de rendement et de protéine et la moindre baisse d'application peut mettre en péril l'un des deux critères. Les travaux d'Arvalis montrent d'ailleurs qu'une baisse de 30 unités dans les apports d'azote engendre une baisse de 5 % du rendement final. Un risque d'approvisionnement en engrais peut donc mettre en péril les productions européenne et française. Si le risque d'approvisionnement en engrais est le plus important, il convient aussi de noter que la hausse des engrais, du gasoil non routier (GNR) ou encore du gaz entraînent aussi une nette augmentation des coûts de production en France et dans le monde.



Sur ce dossier, il y a donc urgence à réfléchir à un plan de soutien aux fabricants européens d'engrais pour que ces derniers puissent produire. Il convient dans le même temps d'enlever les mesures tarifaires défavorables à l'import et il est donc urgent de maximiser d'autres sources d'approvisionnement avec notamment les pays d'Afrique du Nord comme le Maroc et l'Égypte. Dans les autres dossiers concernant le secteur des engrais, la dépendance énergétique est un véritable problème et il conviendra aux professionnels du secteur d'avancer des solutions à la dépendance russe.

Cela peut consister à importer plus de gaz naturel liquéfié des Etats-Unis, d'Amérique latine, du Qatar ou de l'Australie. Alors que ces volumes vont habituellement en Asie, quel sera l'impact sur le prix ? Il est sinon possible d'augmenter les approvisionnements des fournisseurs actuels comme la Norvège, l'Algérie ou encore le Kazakhstan. Une autre voie consisterait à réduire la demande en engrais minéraux azotés. Cela passe par une utilisation accrue de légumineuses fixatrices d'azote dans les rotations (dont des cultures intermédiaires, au fort potentiel de stockage de carbone dans le sol), par une meilleure valorisation des engrais organiques (notamment en limitant les pertes d'azote, sources de pollution, lors du stockage) et des effluents organiques d'origine urbaine et par la valorisation des digestats de méthanisation, un procédé source de biogaz et contribuant donc à réduire les importations de gaz russe, mais en évitant que cette méthanisation se fasse avec des plantes à grains entières (comme le maïs) pour ne pas détourner une partie des cultures agricoles de leur vocation nourricière première.

4 – Rôle du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale et recommandations de son interface science politique (HLPE) au sujet des implications de la guerre en Ukraine

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est la principale plateforme internationale et intergouvernementale, ouverte à tous, qui permet à l'ensemble des parties prenantes de travailler ensemble pour assurer à chacun la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CSA élabore et approuve, à l'aide d'une approche multi-parties prenantes et inclusive, des recommandations et des orientations sur tout un éventail de questions en rapport avec la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CSA est un comité des Nations Unies basé au siège de la FAO. Son Secrétariat comprend les trois Agences des Nations Unies basées à Rome : FAO, FIDA et PAM. Promouvoir la convergence des politiques est le rôle principal du CSA depuis sa réforme en 2009. Le Comité rend compte à l'Assemblée générale des Nations Unies par l'intermédiaire du Conseil économique et social (ECOSOC) et à la Conférence de la FAO.

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) est l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer la science liée à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans le monde. Il est l'interface science-politique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et fournit des analyses et des conseils indépendants à la demande du CSA. Il élabore ses études à travers un processus scientifique, transparent et inclusif.

Selon une note²⁷ récente du HLPE, le CSA peut jouer un rôle de premier plan dans la coordination des réponses politiques à la crise actuelle. Les produits politiques actuels du CSA fournissent des orientations importantes. « Le Cadre d'action pour la SAN dans les crises prolongées (CFS 2015) décrit les considérations clés pour la réponse à la crise humanitaire en Ukraine ainsi que dans les nombreux autres pays confrontés à un conflit, qui est un facteur majeur d'insécurité alimentaire dans le monde. Les recommandations politiques du CSA, notamment sur la volatilité des prix (2011), la protection sociale (2012), les pertes et gaspillages alimentaires (2014), le changement climatique (2012) et l'agroécologie et autres approches innovantes (2021), entre autres, fournissent également des orientations essentielles sur abordant à la fois les aspects immédiats et à plus long terme de la crise. Les produits politiques du CSA, notamment sur les systèmes alimentaires et la nutrition (2021) et sur la gouvernance des terres (2012), ainsi que sur l'investissement responsable dans l'agriculture (2014), fournissent tous des orientations pour rendre les systèmes alimentaires plus résilients, justes et plus sains. En s'appuyant sur ses travaux passés et en s'appuyant sur les contributions du HLPE, le CSA peut également jouer un rôle dans l'élaboration d'un cadre d'action sur les crises alimentaires mondiales de manière plus générale et en appelant à une action immédiate. » Lors de la réunion du 28 Avril de son Bureau, le CSA est parvenu à un consensus sur la convocation d'un événement informel intersession de haut niveau qui mettra l'accent sur les réponses politiques des différents acteurs face à la hausse de l'insécurité alimentaire due à la guerre en Ukraine et aux autres facteurs préexistants. Toutefois, cet événement n'aboutira pas à un rapport négocié.

Recommandations de la note du HLPE, 14 Avril 2022

- Augmenter considérablement le financement de l'aide humanitaire immédiate, y compris par l'intermédiaire du PAM, pour les populations confrontées à la faim et à la famine liées au conflit en Ukraine et dans d'autres pays.
- Fournir un soutien financier et un soutien gouvernemental aux services d'assurance au profit des pays à faible revenu dépendant des importations alimentaires, y compris les pays dépendants des importations en provenance de la région de la mer Noire, pour leur permettre de s'approvisionner en denrées alimentaires.

²⁷ HLPE. The impacts on global food security and nutrition. Briefing note for CFS consideration of the military conflict in Ukraine. April 14, 2022.

- S'abstenir d'imposer des restrictions à l'exportation de produits alimentaires et exempter les achats du PAM de toute restriction à l'exportation qui pourrait être en place (comme déjà envisagé à l'OMC).
- S'abstenir de détenir des stocks excessifs, de thésauriser et d'acheter en panique des céréales vivrières, y compris au niveau national.
- Surveiller les marchés à terme des matières premières pour s'assurer qu'il n'y a pas de spéculation excessive sur les denrées alimentaires.
- Fournir un soutien financier aux gouvernements des pays dont les fonds pour les mesures de protection sociale sont épuisés, y compris un soutien pour la reconstruction des services de base essentiels à la création d'un environnement favorable à la SAN dans les régions touchées par les conflits, y compris pour la santé et l'éducation.
- Envisager un moratoire limité dans le temps sur la production de biocarburants à partir de cultures comestibles.
- Fournir une aide financière pour restaurer et/ou remplacer les infrastructures essentielles du système agricole et alimentaire endommagées pendant la guerre. Priorités à moyen et à long terme pour construire des systèmes alimentaires plus résilients et des cadres de réponse politique pour prévenir de futures crises
- Investir dans l'augmentation et la diversification des capacités de production alimentaire au niveau national là où il est possible de le faire de manière durable, pour renforcer la résilience du système alimentaire.
- Investir dans des systèmes de protection sociale efficaces qui peuvent se développer rapidement en réponse aux besoins et protéger la consommation alimentaire et la nutrition, en particulier pour les personnes pauvres et vulnérables.
- Investir dans la constitution de populations résilientes sur le plan nutritionnel, grâce à l'amélioration de la qualité de l'alimentation, des systèmes de santé et de l'accès à l'eau, qui seront mieux à même de résister aux approvisionnements alimentaires à court terme ou aux chocs de prix.
- Investir dans des formes de production agricole plus résilientes au climat et moins énergivores, telles que l'agroécologie, qui ne dépendent pas d'une utilisation excessive d'engrais chimiques et de combustibles fossiles et sont moins vulnérables aux fluctuations des prix de l'énergie, afin de faciliter une transition harmonieuse et équitable vers des approvisionnements alimentaires sains et adéquats.
- Accroître la capacité des marchés locaux et régionaux à répondre à la demande alimentaire en investissant dans des systèmes de distribution plus diversifiés, y compris des infrastructures qui soutiennent les marchés territoriaux.
- Prendre des mesures pour encourager la diversification des régimes alimentaires afin de réduire la demande de céréales importées et de produits d'élevage à base de céréales, y compris un soutien aux producteurs locaux et à petite échelle pour accroître la production et la consommation d'aliments culturellement et écologiquement appropriés.
- Redoubler d'efforts pour minimiser les pertes et le gaspillage alimentaires.
- Renforcer et coordonner à l'échelle mondiale des réglementations plus strictes et le partage d'informations sur les marchés des denrées alimentaires afin d'empêcher la spéculation susceptible d'amplifier la volatilité des prix des denrées alimentaires.
- Approfondir la coordination des politiques internationales via l'élaboration d'un cadre de réponse à la crise alimentaire mondiale du CSA.

5 - S'appuyer sur les opérations et visions de l'accélérateur de la Grande Muraille Verte (GMV)

Contribution de l'UNCCD (Sarah Toumi et Maxime Thibon)

L'initiative de la Grande muraille verte (GMV) dispose du soutien politique de l'Union Africaine et des Chefs d'États des onze pays qui la traversent. Depuis le *One Planet Summit*, le Président français et ses homologues (notamment mauritanien et sénégalais) ont affiché un soutien politique important, complété par la création de l'accélérateur de la GMV et la mobilisation de ressources financières conséquentes pour redonner un élan à cette mosaïque d'initiatives qui regroupe l'investissement dans les chaînes de valeurs agroécologiques, la gestion durable des terres et de l'eau, le déploiement d'un accès aux énergies renouvelables et technologies climato-résilientes, le soutien au processus « 3S » (Stabilité, Sécurité, Durabilité) et enfin le dialogue avec les acteurs de la société civile pour améliorer le transfert des connaissances et faire redescendre les solutions afin de décupler l'impact pour les populations. Ce sont déjà plus de 2 milliards de dollars américains qui ont été décaissés pour la seule année 2021. Les pays de la Grande muraille verte travaillent aujourd'hui au développement d'un pipeline de projets cohérents vis-à-vis des stratégies nationales de développement, dans le cadre de coalitions nationales interministérielles impliquant également les acteurs non étatiques et les partenaires financiers, et rapportant directement à la présidence de chaque pays. Ce pipeline en cours de préparation durant l'année 2022 comprendra notamment des projets qui seront intégrés au plan protéines végétales, suite aux annonces du Sommet EU-UA de février 2022.

De la même façon, cette dynamique pourra servir de soutien euro-africain à l'initiative FARM, et permettre à la France de faire rayonner sa diplomatie en animant le dialogue constructif entre les partenaires financiers (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Banque Européenne d'Investissement, Fond Vert Climat, GEF, FAO, FIDA, AFD), les partenaires techniques et politiques (Alliance pour le Sahel, Réseau Préventif des Crises Alimentaires mais aussi les institutions régionales comme l'Observatoire du Sahara et du Sahel, le Centre Agrhymet/CILSS, et IGAD resiliance portal) et les pays, dans le cadre du processus cohérent engagé depuis 2021 au niveau de l'accélérateur. Cela permettra également à l'initiative FARM de disposer des outils de suivi-évaluation et de mobilisation de ressources mis à disposition par le secrétariat de la Convention des Nations Unies contre la Désertification, engagé au sein du groupe de travail des Nations Unies sur la réponse aux impacts de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire et énergétique et les systèmes financiers. Il est à noter aussi le soutien très probable du FIDA et du Fond Vert Climat dans le cadre du « *Umbrella Programme Great Green Wall* » et au vu de leur engagement actuel sur le plan protéines végétales. Ce rapprochement des différentes initiatives de la France pourrait donner également un ancrage puissant à FARM, en mobilisant les acteurs sur un projet leur permettant de se projeter à court et long terme, tout en s'attachant à un processus structuré qui délivrera l'impact attendu rapidement.

Pour atteindre les ambitions de la GMV d'ici 2030, l'Accélérateur GMV a été créé en 2021 lors du sommet One Planet avec une approche structurée basée sur cinq piliers :

- Pilier 1 : Investissement dans les petites et moyennes exploitations agricoles et renforcement des chaînes de valeur, des marchés locaux, organisation des exportations.
- Pilier 2 : Gestion durable des écosystèmes et restauration des terres
- Pilier 3 : Infrastructures résilientes au changement climatique et accès aux énergies renouvelables
- Pilier 4 : Cadre économique et institutionnel favorable pour une gouvernance efficace, la durabilité, la stabilité et la sécurité
- Pilier 5 : Renforcement des capacités

Principalement axé sur la zone Sahélienne, ces propositions peuvent facilement être adaptés à d'autres zones géographiques comme en Afrique du Nord. Certains sont d'ailleurs prêt à intégrer l'actuelle Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte dans les prochains mois.

Il s'agirait de profiter de la mobilisation actuelle des Partenaires techniques et financiers, des organisations régionales et des pays sur la GMV pour mettre en profit les questions de Sécurité/souveraineté alimentaire et nutritionnelle- SAN dans les pays de la GMV et par extension à l'ensemble des pays du Circum Sahara. Les PTFs de la GMV sont aussi très attachés à ces questions de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle notamment le FIDA, la BAFD et la BM.

La mise en place de coalitions nationales GMV dans les pays doit être soutenues et poursuivis. Ces coalitions, intersectorielles dans un rapide premier temps et inter acteurs dans un second temps, se doivent d'être positionnées à un haut niveau politique dans les pays. Les Ministres en charge de l'Agriculture/Élevage/ressources hydriques auraient un rôle majeur à jouer dans ces coalitions, en plus de ceux des Finances et du Plan

Cela doit s'inscrire donc dans la mise en place de politiques structurantes de renforcement de la résilience des systèmes agropastoraux et alimentaires au niveau national et régional, elle mêmes intégrés au politique de développement des pays (PDES- Niger, Plan Sénégal Emergent, Stratégie de Développement Durable de la Mauritanie, National development plan Nigeria...)

Des programmes de grande envergure (nationaux/régionaux) comme des schémas directeurs d'affectation des Terres et des eaux (souterraines) pour la satisfaction des besoins des populations, de l'agriculture et de l'industrie pourrait être définies dans le cadre de ces coalitions et avec le support des PTFs.

Il sera nécessaire de s'appuyer sur les communautés rurales, les opérateurs de développement locaux (OSCs) et l'agriculture familiale comme arme de la résilience des agrosystèmes. Les communautés rurales, parfois appuyées par des stratégies liées à des mobilités/migrations (recherche d'emplois saisonniers de contre saison, apports de migrants installés les plus souvent dans les grandes villes, plus rarement en Europe) ont une dynamique qui leur permet de devancer certaines politiques publiques et grands programmes internationaux.

Les solutions fondées sur la nature comme l'agroécologie devront être intégrée dans les programmes associés parmi les modèles pertinents à considérer et s'en inspirer pour une véritable perspective d'évolution des territoires agricoles pour nourrir les projets transformatifs en cours d'élaboration. Cela permettra d'enclencher une transformation agroécologique des systèmes agro-alimentaires, qui passera par des approches systémiques et transdisciplinaires (avec les collectivités territoriales), de manière participative et à des échelles (territoriales appropriés).

Cela rentre en phase avec les points de conclusions des activités GMV portées lors des Global Days de Montpellier en marge du Nouveau Sommet France Afrique en octobre 2021 et le dernier dossier Agropolis International « Transformations agroécologiques pour des systèmes alimentaires durables Panorama de la recherche France-CGIAR », avril 2022.

Le cadre de redevabilité de la GMV devra s'attacher à, prendre en compte les questions SAN dans ces opérations, de même que les questions relatives à la Biodiversité et services écosystémiques.

La coordination entre les principaux acteurs - Alliance pour le Sahel , Réseau Préventif des Crises Alimentaires...- mais aussi les institutions régionales (Observatoire du Sahara et du Sahel, Centre Agrhymet/CILSS, IGAD resilience portal...) doit aussi être renforcée pour éviter la duplication des actions et suivi.

L'apport de la recherche et de la science notamment participative (transition agroécologique et planification agricole basée, services climatiques...) et d'expertise collective (substances d'origine végétale émergentes...) aussi être pleinement intégrée dans ces collations nationales et devra bénéficier d'appuis.

La zone du Circum Sahara bénéficie de nombreuses ressources mobilisables et de fortes potentialités dans la zone GMV, que ce soit en eau, notamment souterraines (aquifères lullemeden/Taoudéni, Bassin du Lac Tchad, Grés de Nubie au Sahel, aquifères Sahara Septentrional en Afrique du Nord), en terres arables

mobilisables avec des pratiques de réduction de la dégradation et des activités de réhabilitation restauration, et une biodiversité endémique à la région sur laquelle s'appuyer dans une approche durable pour assurer une souveraineté alimentaire et nutritionnelle nationale et vers des marchés régionaux et internationaux cohérents.

Les approches croisées de type Nexus doivent être encouragés notamment celles autour des questions Eau-Restauration des Terre-Énergie (Piliers 2&3 de l'accélérateur). Les démarches autour du Nexus Eau - Énergie- Terres se développent de plus en plus dans le monde et leur développement dans les pays de la GMV des approches agro-voltaïques multi-bénéfices à la fois d'un point de vue environnemental et social : Productivité et usage durable des terres et de l'eau, sécurité alimentaire, hydrique et énergétique, ; opportunités de revenus et d'emplois Il existe de nombreuses études de cas à différentes échelles en Afrique et en Asie (Chine)

Initiative FARM

Task Force Interministérielle France

Groupe de travail Académique

Document de réflexion

21 juin 2022